L'unité

N° 225 - 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 12 au 18 novembre 1976



OLOF PALME : "LA DEMOCRATIE ECONOMIQUE EST NOTRE BUT POUR 1980"

LA PRESSE ÉTRANGLÉE

L'argent s'empare de la presse, met en péril sa liberté, menace de mort le pluralisme d'expression qui est l'un des fondements de la démocratie. Cet avertissement, nous le lançons depuis des années et nous l'avons répété ces derniers mois en constatant l'aggravation rapide de la situation et la complicité du Pouvoir dans cette aggravation. Aujourd'hui, hélas, les choses sont claires : la presse française est en train de tomber presque tout entière entre les mains de quelques hommes d'affaires, étroitement liés à la majorité et dont Robert Hersant est le représentant à la fois le plus dynamique et le plus caractéristique.

Le fait nouveau, c'est que fort de sa nouvelle puissance et des encouragements qu'il a reçus en haut lieu — il était, semble-t-il, soutenu surtout par Jacques Chirac mais Valéry Giscard d'Estaing n'a jamais dit un mot ni fait un geste contre lui — Hersant a jeté le masque et ne prend plus la moindre précaution pour exprimer ses intentions et ses objectifs. Dans l'entretien qu'il vient d'avoir avec le directeur du mensuel économique « l'Expansion » il n'hésite pas à aller jusqu'à la provo-

→

ELECTIONS PARTIELLES
L'érosion de la "majorité"

Collection Fondation Jean Jaurès

Sommaire

3
ELECTIONS PARTIELLES
HAUTE-LOIRE : L'EROSION DE LA « MAJORITE » SE CONFIRME.
YVELINES : UNE SOCIALISTE CHEZ LES VERSAILLAIS.
VILLEFRANCHE-SUR-SAONE : DU NOUVEAU DANS LE BEAUJOLAIS.
MEDOC : LA PREMIERE TOURNEE

5
DIPAPACEQUOI, PAR PIEM

6
PLAN BARRE : PRIX ET SALAIRES, C'EST LE DERAPAGE SUR LE « GEL », PAR GUY PERRIMOND

9
L'INQUISITION A BRUXELLES, PAR HENRI NOGUERES

11
GUADELOUPE : UN SOUVERAIN MEPRIS, PAR FREDERIC JALTON

15
LE POUVOIR ET LA GAUCHE EN EUROPE - V. SUEDE : DES POUVOIRS A PROTEGER ET LE POUVOIR A RECONQUERIR, PAR SERGE RICHARD
ENTRETIEN AVEC OLOF PALME

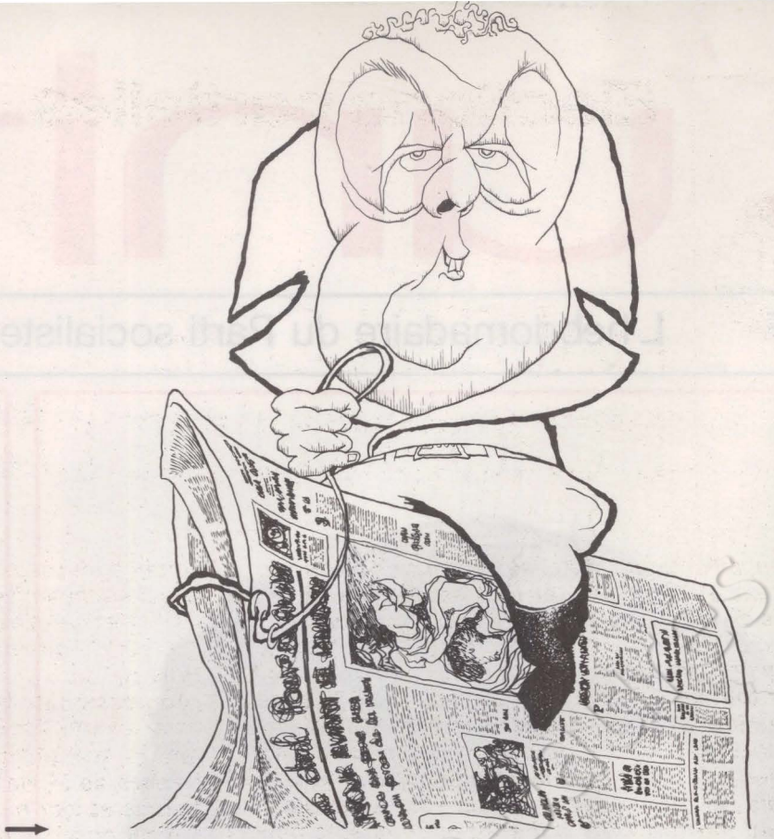
20
ENVIRONNEMENT : UN VILLAGE AU-DESSUS DU GOUFFRE, PAR MARIE-JOSEE BERNADOT.

25
LIVRES : LA NOSTALGIE N'EST PLUS CE QU'ELLE ETAIT, PAR GEORGES FRAMERIES

27
LIVRES : L'ANGE ET LA BETE... QUI FAIT LA BETE ? PAR JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

32
MA PART DE VERITE, PAR FRANCOIS MITTERRAND

PHOTOS ET DESSINS
Barrigue (page 27) Coureuil (pages 4, 5, 17) Cubo (page 23) Demoulin (page 6) Lacroux (page 11) Pascal Lebrun (pages 1,3,19,20,21) Pym (Pages7,9) Sipa (page 17) Solo (pages 2,24,25,26) Viva (pages 19,27).



Robert Hersant, vu par Solo...

cation puisqu'après avoir rappelé une carrière de directeur de journaux commencée, selon lui, dès l'adolescence, mais en glissant sur tous les aspects troubles de son passé, il lance cette phrase stupéfiante : « S'il n'y avait pas de journalistes et pas d'ouvriers du Livre, les éditeurs de journaux seraient heureux... » Faire des journaux avec quelques « jaunes » sous-payés, voilà le rêve commun d'Hersant et d'Amaury !

Dans le même entretien, interrogé sur l'origine des fonds qui lui ont permis d'acheter « le Figaro », Hersant admet pour la première fois qu'il a été aidé par des banques. Mais là encore il est totalement cynique : il ne lui a fallu, dit-il, que trois jours, « en faisant le tour des banques », pour trouver les 20 millions (2 milliards d'anciens francs) qui lui manquaient ! A qui fera-t-on croire que les banques en question, — on aimerait d'ailleurs savoir de quelles banques il s'agit — aient avancé de telles sommes sans y avoir été encouragées par le Pouvoir ? Raymond Barre qui se prétend si pointilleux sur certains mouvements de fonds, pourrait peut-être répondre à cette question. En attendant, constatons que c'est « le Figaro » d'Hersant que le Premier ministre a choisi, cette semaine, ce qui ne manque pas de piquant, pour affirmer sa détermination de faire respecter, « sans concessions et sans complaisances » son plan d'austérité.

On dira que « le Figaro » d'Hersant n'est pas plus gouvernemental que n'était celui de Prouvost. Sans doute, mais la situation nouvelle est créée par la volonté impérialiste d'Hersant qui après s'être également pratiquement emparé de « France-Soir », ne cache pas son intention d'étendre son emprise à de nouveaux organes locaux et régionaux, grâce aux possibilités de concentration offertes par le recours à de nouvelles techniques d'impression. Or, cette concentration n'est pas neutre. Là encore Hersant abat ses cartes : « En ce qui me concerne personnellement, dit-il, j'ai été amené à opter nettement parce que nous sommes en ce moment en présence d'un choix de société et que l'adoption d'un programme commun de gouvernement de la gauche présente à mes yeux de redoutables dangers ». Et pour que ce soit encore plus clair, il ajoute : « Pour les journaux que je suis appelé à reprendre aujourd'hui, il est certain que j'aurai une influence personnelle sur leur comportement ».

Nous voilà prévenus ! Ce n'est pas seulement pour gagner de l'argent qu'Hersant achète des journaux, c'est pour en faire, avec l'aide des banques, et donc du Pouvoir, des instruments de lutte contre la gauche. Et c'est cet homme-là qui ose affirmer, comme il l'a fait il y a quelques jours devant le personnel du « Figaro » réuni à l'hôtel Méridien, que « si la gauche gagnait il n'y aurait plus de liberté de la presse » !

La liberté de la presse est aujourd'hui menacée — et de quelle manière — par Hersant et ses pareils et par ceux qui — en haut lieu — les laissent faire. Dans la bouche et sous la plume de Giscard d'Estaing on voit souvent apparaître le mot pluralisme. Mais c'est aux actes qu'on juge la valeur d'un engagement. Le président de la République n'a peut-être pas une grande sympathie pour l'homme qu'est Hersant. Mais il le laisse faire parce qu'au fond, il y trouve son compte.

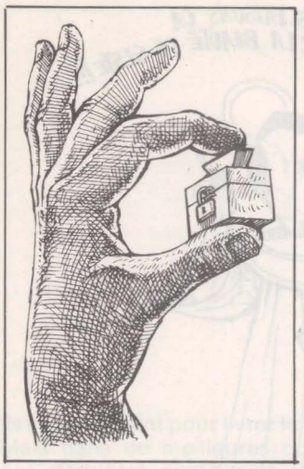
Ce n'est pas pour nous une découverte mais cela interdit au Pouvoir actuel de se poser en défenseur de la liberté d'opinion.

CLAUDE ESTIER

ABONNEZ-VOUS

Nous rappelons que, dans le cadre de la campagne que nous avons lancée le 15 octobre, tous ceux qui s'abonneront ou se réabonneront pour un an avant le 30 novembre recevront un cadeau spécialement choisi pour eux : le livre dans lequel notre ami Piem a réuni ses chroniques de « l'Unité », chacune assortie d'un dessin inédit et le tout préfacé par François Mitterrand.

N'attendez pas. Abonnez-vous, faites abonner les sympathisants que vous connaissez. Le bulletin d'abonnement est en page 30.



Elections partielles

HAUTE-LOIRE : L'EROSION DE LA "MAJORITE"

Lever de rideau, en quelque sorte, aux six autres élections législatives partielles dont le 1er tour se déroule ce dimanche, celle de la Haute-Loire apporte plusieurs indications intéressantes. D'abord la confirmation de l'érosion de la prétendue majorité présidentielle dont les trois candidats totalisaient, au premier tour de 1973, 26 366 voix, soit 51,35 % alors que son candidat unique n'atteint cette fois que 22 627 voix et 47,90 %. Sans doute le docteur Simon, dont le décès accidentel a provoqué l'élection, jouissait-il d'une grande popularité personnelle mais si cela peut expliquer son succès sur le candidat socialiste au second tour de 1973, il n'avait eu lui-même que 30,65 % des voix au premier tour. Le reste s'était porté sur un U.d.r. et un centriste. L'unité de candidature n'a donc, de toute manière, pas réussi à mobiliser tout l'électorat de droite.

Le score du candidat socialiste Louis Eyraud qui fait progresser les voix du P.s. de 40,50 %, score de René Chazelle qui avait lui-même une audience personnelle, à 42,40%, est sans aucun doute le fait le plus marquant de cette élection même si certains journaux et des radios comme France-Inter ont cherché à en minimiser la portée et si, une fois de plus, le ministre de l'Intérieur s'est livré à des commentaires déshonorants.

C'est la ligne unitaire du P.s. que les électeurs de la circonscription ont approuvée et il est prouvé une fois encore que la progression de la gauche est due d'abord à celle du P.s.

Le second tour s'annonce très serré. Sur la base des résultats de dimanche, Eyraud dispose d'une légère avance. Les leaders de la majorité comptent sur un « réveil » des abstentionnistes qui n'ont pas répondu à leur premier appel. Mais l'expérience prouve que les abstentionnistes ne sont jamais tous du même côté. Du fait même qu'il peut être élu, Eyraud a lui aussi de fortes chances d'entraîner des électeurs hésitants et la venue de François Mitterrand au Puy peut y contribuer. Il faudra sans doute attendre le dépouillement des derniers bureaux pour connaître le vainqueur. Un suspense donc dimanche soir pour les observateurs politiques en même temps que tomberont les résultats des six autres compétitions.

YVELINES : UNE SOCIALISTE CHEZ LES VERSAILLAIS

« Je suis socialiste. Je suis femme. Je crois à la justice ». C'est ainsi que Nicole Questiaux, énumère les trois raisons qui l'ont fait s'engager dans la campagne pour l'élection législative dans la 5ème circonscription des Yvelines. Nicole Questiaux, que les militants socialistes connaissent bien puisqu'elle est membre du Comité directeur du parti, est aussi maître des requêtes au Conseil d'Etat, professeur aux Instituts d'études politiques de Paris, Bordeaux et Grenoble. Il faut ajouter à cela que la candidate du Parti socialiste contre l'ancien secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, Bernard Destremeau, est membre de la sous-commission de protection des minorités raciales à l'Onu.

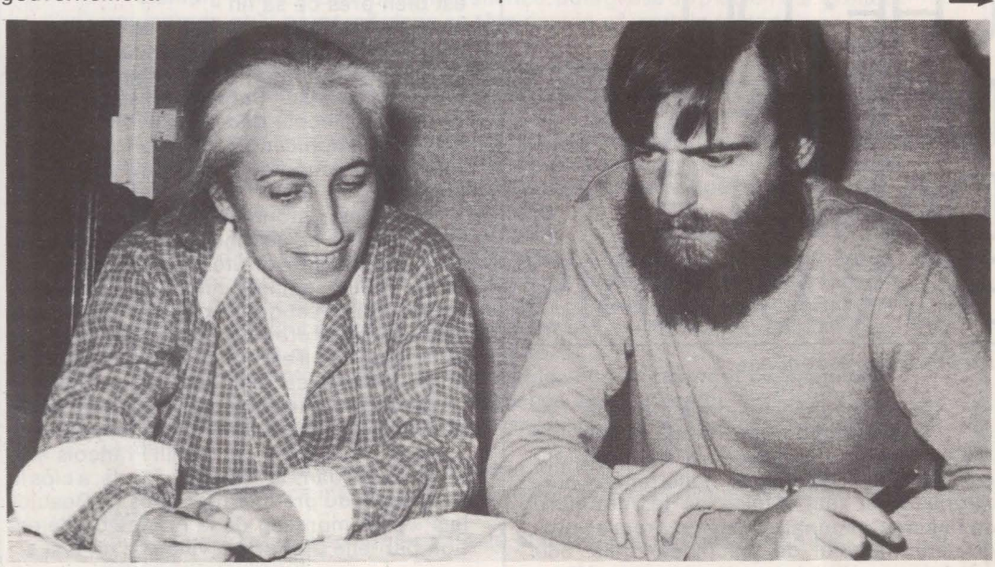
45 ans, de beaux cheveaux déjà blancs, toujours souriante, Nicole Questiaux parcourt les marchés, dîne au mess des officiers de Versailles, visite les maisons de retraite et discute avec tous les commerçants.

La circonscription, résultat d'un savant découpage, comprend une partie de Versailles et les communes de Saint-Cyr-l'Ecole, Fontenay-le-Fleury, Bois d'Arcy, ainsi qu'un morceau de Roquencourt... Au Versailles traditionnellement bourgeois s'opposent les trois communes, cités-dortoirs pour cadres moyens parmi lesquels le P.s. peut escompter conquérir de nouveaux suffrages. L'apport de cette nouvelle population, maintenant majoritaire, efface d'ailleurs peu à peu l'aspect rural et petit-bourgeois de cette grande banlieue, ce qui peut provoquer dimanche quelques surprises.

Du porte-à-porte quotidien qu'elle pratique depuis deux semaines dans ces banlieues où les moyens de transport sont pratiquement inexistants, la candidate socialiste a tiré une impression générale de mécontentement croissant de la population contre le gouvernement.

C'est peut-être la même impression qu'a ressentie Destremeau et qui lui fait dire dans son journal électoral qu'il veut « reprendre contact » avec la population de la circonscription et faire sa campagne lui-même, sans faire appel à aucun de ses grands amis giscardiens. Il se limite d'ailleurs à des réunions privées où il ne risque pas de rencontrer des

→



Nicole Questiaux et Alain Bron.



Chirac, Péronnet, Destremeau, Achille-Fould, Tibéri et Ducray.

contradicteurs venus de gauche ou de droite.

Car la droite est ici divisée puisque si Destremeau est soutenu par les R.i., un notable de Versailles, ancien bâtonnier, André Damien se présente aussi, soutenu, lui par le C.d.s. Derrière ces deux candidatures se profile la bataille pour la mairie, en mars prochain.

Pour les socialistes, la campagne électorale c'est aussi l'occasion de se faire connaître et de faire connaître le P.s. grâce à la venue de plusieurs leaders nationaux — Michel Rocard, Pierre Joxe, Gaston Defferre, Claude Estier et enfin François Mitterrand, mercredi soir à Fontenay-le-Fleury.

Les militants ont désigné comme suppléant à Nicole Questiaux un jeune ingénieur de 28 ans, Alain Bron. « La confiance va à la gauche », dit Bron, qui pense avec ses camarades que le P.s. a tout à gagner dans cette élection, compte tenu aussi de la percée intéressante qu'il a faite aux dernières cantonales.

EMMANUELE PLAS

VILLEFRANCHE: DU NOUVEAU DANS LE BEAUJOLAIS

De notre correspondant

La campagne électorale dans la 10e circonscription du Rhône se déroule dans une atmosphère de crise. La capitale du Beaujolais, Villefranche-sur-Saône, s'est mal remise de la fermeture de l'usine Cincinnati, filiale du premier producteur mondial de machines-outils. 360 emplois perdus ! La restructuration effectuée chez Bonnet, filiale du groupe Thomson-Brandt, inquiète les cadres. L'absence de commandes dans la confection risque d'entraîner un chômage partiel parmi les 5 000 travailleurs de ce secteur.

« Il ne nous reste que le beaujolais... », déclarent les Caludois. Le vin, très bon, se vendra cher certes, mais la sécheresse a frappé les grands crus et la récolte atteint péniblement la moitié de ce qu'elle fut en 1975.

De cave en caveau, Gérard Ducray, l'ancien secrétaire d'Etat au Tourisme qui porte les couleurs de la majorité, essaie de retrouver son siège. Aux questions que les électeurs lui posent sur l'emploi, il répond en dressant le bilan de son passage au Tourisme. Ducray joue pourtant quitte ou double, car il compte sur sa réélection pour conquérir aux municipales la mairie de Villefranche-sur-Saône qu'abandonnera en mars le maire Germain, également Républicain indépendant. « Votez socialiste », déclare le candidat du P.s. André Poutissou, « pour déjouer les projets de Ducray ».

« Vous voterez socialiste car ce régime est condamné », ajoute Gaston Defferre à Anse, petite commune riveraine de la Saône, où il est venu appuyer de son poids de leader national le candidat socialiste. Il en prend pour témoignage la révolte de la magistrature et de la police : « Quand un régime en est là, il est bien près de sa fin ».

André Poutissou, directeur de C.e.s., a enlevé aux Républicains indépendants le siège de conseiller général. Personnage populaire à Villefranche-sur-Saône avec sa silhouette de maître d'école débonnaire, Poutissou a pris pour suppléant Paul Geoffroy, viticulteur, maire jeune et dynamique de Chiroubles.

« Certains s'étonnent de la pluralité des candidatures de gauche : cinq contre l'unique candidat de la droite. « Oui, répond Poutissou, nous sommes cinq à partir dans ce camp. Mais c'est que la gauche est diverse. Elle a donc le droit de se montrer avec ses différences. Et il est bon pour chaque parti et chaque tendance qu'ils sachent ce qu'ils représentent. Pourtant, au second tour, la règle du désistement jouera strictement. »

Mardi, Poutissou a accueilli François Mitterrand qui, dans la Salle des sports, a clos la campagne du premier tour dans ce Beaujolais « petit morceau de la France où l'élection partielle prendra la valeur d'un test ».

ROBERT BUTHEAU

MEDOC : LA PREMIERE TOURNEE

De notre correspondant

Dans ce Médoc qui constitue la majeure partie de la cinquième circonscription de la Gironde soumise à élection partielle, l'ancien ministre et secrétaire d'Etat Aymar Achille-Fould tente de retrouver son siège de député. Seul représentant de la droite, il se trouve principalement opposé au Dr Raymond-Georges Julien, qui représente l'U.g.s.d. (un communiste, un P.s.u.-L.c.r. et un Lutte ouvrière se présentant également à gauche).

Achille-Fould est député depuis 1962. Il a toujours été élu grâce au retrait du candidat socialiste contre un gaulliste. En 1973, il a obtenu encore quelques voix de gauche et a profité de cette situation ambiguë pour se présenter, avec démagogie, sous un aspect « progressiste ». En fait, en 1969, il engageait à voter Poher tout d'abord, puis Pompidou au deuxième tour ; en 1974, il se prononçait en faveur de Jacques Chaban-Delmas dans un premier temps avant d'appeler à voter pour Giscard d'Estaing lors du débat final ; aujourd'hui, il mène sa campagne en se déclarant membre de la majorité présidentielle sans décliner d'étiquette plus précise.

Plus franc apparaît donc, en face, le Dr Julien. Conseiller général, président fédéral du Mouvement des radicaux de gauche, membre du Comité directeur national du M.r.g., il a choisi comme suppléant Jean Bénaben, membre de la commission exécutive fédérale du Parti socialiste et conseiller municipal de Soulac.

En 1973, ils faisaient déjà équipe et avaient été battus de 2 000 voix. Cette année,

ils se retrouvent pour livrer le même combat. Mais dans de meilleures conditions : lors des dernières cantonales, deux des trois sièges de conseiller général ont été conquis par Julien et par le socialiste Noel dans des cantons importants où la population a exprimé nettement sa volonté de changement. Soutenue par les sections du M.r.g. et du P.s., qui travaillent dans une parfaite cohésion, la campagne s'articule autour de 26 réunions publiques. A l'issue de celles-ci, auxquelles participent de nombreux jeunes — fait nouveau — s'instaure souvent un débat véritable entre les candidats et les électeurs.

De plus, pour la première fois, les représentants de l'U.g.s.d. ont pris l'initiative de la campagne. Ils y ont fait venir des personnalités telles que François Mitterrand (à Pauillac), Pierre Mauroy (à Hourtin), Robert Fabre (à Eysines) et Michel Crépeau (à Saint-Médard-en-Jalles).

Surtout, des problèmes économiques nouveaux et sociaux touchent toutes les catégories de travailleurs du Medoc dans toute la diversité. Dans le secteur primaire, le nombre d'exploitations agricoles a diminué. Le gemmage connaît une situation délicate avec la concurrence due aux importations du Portugal à un prix de « dumping ». L'élevage et la viticulture ne sont pas épargnés et ce ne sont pas les récentes décisions prises par le gouvernement qui apporteront d'authentiques solutions. Quant aux industries, concentrées surtout à la périphérie de Bordeaux, elles rencontrent des difficultés dont les travailleurs sont les premières victimes. Enfin, cette circonscription est directement intéressée par l'aménagement de la côte Aquitaine, qui peut permettre de développer un tourisme à la portée de tous.

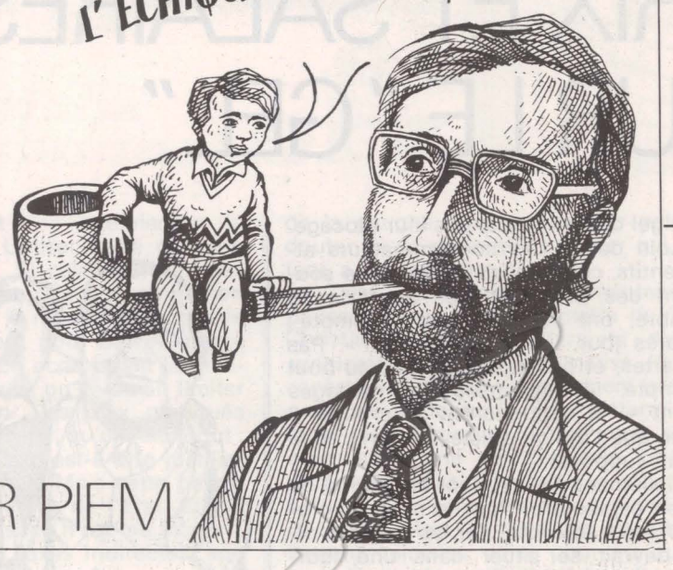
Julien et Bénaben apportent des réponses à tous ces problèmes dans l'optique du programme commun. Ils proposent une politique de décentralisation qui permettrait aux Médocains de prendre en compte l'évolution de leur propre région. Déjà le Comité de défense du Médoc, conçu pour contrôler l'industrialisation, a pris position contre Achille-Fould. Cet engagement est encourageant pour les candidats de l'U.g.s.d., favorables par exemple à l'aménagement du Verdon, et de la zone industrielle située derrière le port, à condition que naissent des activités créatrices d'emplois et non polluantes. Ces orientations se situent d'ailleurs dans l'esprit de l'actuelle campagne du Parti socialiste sur le cadre de vie.

Les cantonales de mars dernier avaient marqué un glissement à gauche. Cette élection partielle pourrait accentuer le mouvement. D'autant qu'en cas de ballottage, le report des voix de gauche a toujours fonctionné d'une manière exemplaire dans cette circonscription. Achille-Fould aurait alors peu de chances de retourner siéger à l'Assemblée nationale...

JEAN-PIERRE BEDEI

DIPAPACÉQUOI

L'ÉCHIQUIER POLITIQUE



PAR PIEM

L'automne était là avec ses feuilles mortes et ses longues soirées, ses vignettes collées au pare-brise et ses élections partielles.

— Dis, papa, c'est quoi l'échiquier politique ?

Le père sortit du placard à vocabulaire un plateau de soixante-quatre cases noires et blanches ainsi que les pièces nécessaires. Il disposa les rois, les reines, les tours et les cavaliers sans oublier les pauvres pions que nous sommes.

— Chaque pièce se déplace à sa manière, dit le père.

Il prit le roi, le manœuvra sur l'échiquier. La démarche était difficile à suivre car le roi a plusieurs tours dans son sac, mais l'enfant était doué, il comprit rapidement.

— Jouons, dit-il.

La partie fut serrée.

— Je déplace mon Chirac et le pose en V.g.e. Echec au roi, dit le père.

La manœuvre était habile, elle visait à régler d'entrée de jeu le problème de la majorité en forçant la contre-attaque (tactique employée dans la rencontre Romanishine-Petrossian au 43e championnat de l'U.r.s.s. en 1975).

L'enfant prit son cavalier et le plaça en R.i. Ainsi que le fit Kortchnoï contre Petrossian à Odessa en 74. Le cheval piaffa, rua, crotta. Il aimait cette écurie. Il faut effectivement être fort cavalier pour s'attaquer si vite au roi que l'on a mis hier sur le trône.

Le père mit son roi en P.c., une audace tout à fait dans le style de Koyatchevic lors de son match contre Spassov au tournoi de Viravititza.

— Europe et mat, dit-il.

— Me voilà Frey ! dit le fils.

L'enfant réfléchit un moment en silence, puis glissa un pion en P.s. C'était une parade qu'il préparait dans sa tête depuis un certain temps.

— Echec et Barre, papa.

Voici le père dans une position bien inconfortable ; heureusement, il avait installé l'échiquier sur une table d'écoute et Ponia lui souffla la parade : « La reine en U.d.r. ».

La reine ressemblait comme deux gouttes d'eau au ministre de la Santé, dont le charme est indéniable. L'enfant s'en trouva tout ému. Le père put profiter de cette émotion pour descendre son roi de sa tour d'ivoire.

— Je te prends ton Guichard, dit le fils.

— Je te prends ton Giscard, dit le père.

La partie prit soudain un rythme accéléré. Les rois, les reines, les cavaliers, les tours disparurent. Il ne resta bientôt que deux fous face à face et quelques pions qui avaient miraculeusement échappé à l'hécatombe.

Sur un échiquier politique, les humbles pions que nous sommes sont plus forts que les rois et moins fous que les fous.

Ils encercleront ces deux irresponsables et s'empareront de la place.

— Dis, papa, il n'y a plus que des pions sur l'échiquier.

— C'est ce qui arrive lorsque tous les pions du monde veulent se donner la main.

— Nous nous sommes bien amusés, dit le fils.

— Et encore, ce n'était qu'une partielle, dit le père. Nous recommencerons en 1978.

Le père rangea l'échiquier dans le placard, puis il coucha son fils, qui s'endormit aussitôt.

Plan Barre

PRIX ET SALAIRES : DÉRAPAGE SUR LE "GEL"

Le gel des prix n'est pas leur blocage. Loin de là. Les consommateurs attentifs, ceux qui ont noté ou se souviennent des prix pratiqués avant le 15 septembre, ont pu s'en rendre compte : jour après jour, les prix « glissent ». Pas tous, certes, et pas partout. Mais, au bout du compte, les dépenses des ménages croissent — et continueront de croître — plus vite que l'indice officiel des prix ne le laisserait supposer.

Officiellement, les prix ont augmenté de 1,1 % en septembre. Pour le mois d'octobre, la hausse attendue par les services officiels devrait se situer dans une fourchette « basse » : 0,6-0,7 %. En novembre, nouvelle pointe, la fourchette étant de 0,8 à 0,9 %. Ensuite...

Ensuite, la stratégie du plan Barre fera sentir ses effets : le miroir sera suffisamment déformé, ou tout simplement brisé, pour que le gouvernement puisse raconter pratiquement n'importe quoi. Car, en janvier, grâce à la baisse du taux de T.v.a. qui passera de 20 à 17,6 %, l'indice sera obligatoirement « bon ». Ainsi par un simple jeu d'écritures, on aura prouvé aux Français que la première partie du plan a réussi et qu'il convient de passer à la seconde. Autrement dit, ayant réussi à casser le thermomètre de l'inflation, on tentera alors de passer à l'essentiel du plan : le freinage des salaires.

Purée en poudre + 52,4 %

Derrière les apparences, il convient de retrouver l'essentiel. Lorsque Raymond Barre est nommé Premier ministre, en août dernier, le vrai problème des industriels et du gouvernement n'est pas, contrairement à ce qui est affirmé à longueur de discours de « s'attaquer à l'inflation ». Certes, le gouvernement ne « souhaite » pas, pour des raisons politiques, voir la mesure officielle des prix en arriver à des chiffres doubles. Mais, le premier problème auquel fut confronté le nouveau Premier ministre était autre. Il lui fallait tenter, dans de difficiles conditions politiques, de redonner confiance au patronat. Pour cela, un seul langage est possible : restaurer les profits. Et, surtout leur taux, c'est-à-dire le rapport entre la masse des profits et le capital investi.

Depuis plusieurs années, ce problème demeure : c'est de lui que vient ce que l'on appelle « la crise ». Et comme les salariés ne sont pas « compréhensifs », qu'ils luttent pour conserver et améliorer leur pouvoir d'achat, c'est-à-dire pour constamment limiter les profits, il a bien fallu que le gouvernement prenne les choses en main.

Pour maintenir, puis restaurer, le taux de profit, les Etats, depuis plusieurs années, ont pris l'habitude d'intervenir. Par le biais des commandes, des subventions, d'une fiscalité « favorable », en utilisant les « nationalisées » (S.n.c.f., E.d.f.) au bénéfice des grandes firmes, l'Etat a, jouant un nouveau rôle, permis à ces dernières de gagner du temps, de repousser les échéances. Lorsque cela s'est révélé insuffisant, un nouveau pas a été franchi : les firmes ont accentué, avec la bénédiction, de l'Etat, le décalage existant entre la valeur des objets et leur prix. En déclenchant au passage... l'inflation. Car ce qu'elles ne pouvaient pas obtenir dans les usines ou les bureaux, les salariés refusant de voir leurs revenus stagner, elles ont cherché à le gagner à l'autre bout de la chaîne, lors de la vente. Les syndicats n'ayant pas l'habitude de se battre dans ce secteur, les organisations de consommateurs n'étant pas toujours ce qu'elles devraient être, la fuite en avant a commencé. Barre n'est donc venu que pour donner le coup de pouce de « l'autorité » à un mécanisme connu.



Raymond Barre et François Ceyrac.

Car que s'est-il passé depuis le 15 septembre. Malgré les déclarations officielles, les prix des produits de tous les jours ont augmenté. Une enquête effectuée par des militants C.g.t. de la fédération du Commerce et publiée par « la Vie ouvrière » montre que le sel, les conserves de légumes, la bière, l'huile, les purées en poudre, bref — pour ne pas allonger la liste — tout ce que les Français achètent régulièrement, gel ou pas, a augmenté. Et le coup de pouce donné est de taille : l'augmentation la plus faible est de 9 % (du cassoulet en conserve) ; la plus forte, de 52,4 % (le grand modèle de purée en poudre).

A ces augmentations rampantes, niées, s'ajoutent les « officielles ». Celles sur le café ou le cacao par exemple, motivées par l'inflation extérieure : le cours mondial de ces deux produits a flambé. Pour le café, le prix a été multiplié par trois depuis 1973. Et ce n'est pas fini car la mauvaise récolte attendue va peser ! Il en sera de même pour le cacao. Ce qui permet aux professionnels d'annoncer que les hausses accordées par le Comité national des prix ne sont qu'un début. Et qu'au printemps prochain, le chocolat et le café augmenteront à nouveau. Mais l'inflation importée n'est qu'une faible partie de l'inflation subie par les Français. Un seul exemple le prouve, celui de la hausse du prix du pétrole. En 1974 — l'année du « grand choc » — il avait été calculé que cette dernière avait représenté entre 3 % et 4 % des 14 % mesurés.

En attendant, malgré le gel, les hausses officielles et les augmentations rampantes, il y a tout le secteur « non gelé ». Où se trouvent les produits alimentaires frais. Qui, depuis le 15 septembre, sont ceux qui officiellement ont le plus augmenté.

Menaces sur les salaires

Mais ils ne sont pas les seuls. Si l'on prend le secteur des produits manufacturés, les hausses mesurées peuvent sembler plus faibles. Il y a plusieurs raisons à cela. Ici, les variations saisonnières jouent fort peu. Puis l'Insee connaît mal l'évolution des prix de ces produits. Ils se sont contrôlés à aucun moment de leur constitution. Car, là, on fait confiance aux patrons ! L'image donnée par les mesures de l'Insee en ce domaine ne rend, plus qu'ailleurs, que très imparfaitement compte des hausses réelles. Cela renvoie en partie aux critiques faites par les syndicats contre l'indice officiel.

Au fil des semaines, les hausses que Barre devait geler se sont donc poursuivies. Seulement, la partie mesurable, c'est-à-dire les produits surveillés, a crû moins vite que l'ensemble.

En janvier, si tout se passe bien, Barre, fort de ce succès, compte en arriver alors à la deuxième partie de son plan. Au nom de la lutte contre l'inflation, de l'intérêt national, s'appuyant sur les « résultats » obtenus, mettant en jeu tout le pouvoir de l'Etat, il va aborder des rivages plus tourmentés : le freinage des salaires. Ce qui explique les refus actuels du Premier ministre à toute demande de négociation salariale demandée par les syndicats. Car pour que le patronat puisse résister à la pression des salariés, il faut lui donner quelques armes. L'annonce contenue dans le plan de limiter la progression des salaires à 6,5 % durant toute l'année 1977 en est une. La menace d'utiliser la pression fiscale pour pénaliser les patrons qui auraient cédé aux revendications en est une autre. Et faire la preuve que le gouverne-

ment réussira pour sa part à limiter la « croissance » des salaires de ses employés en est une supplémentaire.

Cela devrait d'ailleurs donner aux militants syndicaux du secteur privé quelques raisons de sourire. L'ensemble du plan Barre en effet, de la ponction fiscale supplémentaire — 1 200 F de plus en moyenne par ménage pour 1977 — jusqu'au freinage des salaires, en passant par le gel des prix, prouve que le patronat n'est plus à même, seul, de restaurer les taux de profit. Et qu'il lui faut tout le poids de l'appareil d'Etat pour tenter de le faire. Ce qui aurait tendance à prouver que la crise politique est profonde et qu'en arrivant au pouvoir, la gauche, modifiant les règles du jeu, pourra vraiment... changer la vie.

Pour l'instant, on n'en est pas encore là. Le patronat n'est pas un bloc homogène. Toutes les entreprises n'en sont pas au même point. Et non seulement il y a fort peu de chance pour que l'opinion publique soit dupe du « gel », qu'elle accepte n'importe quel sacrifice, mais surtout les salariés et leurs syndicats ne semblent pas disposés à se laisser prendre au bluff actuel. Et encore moins à celui de janvier.

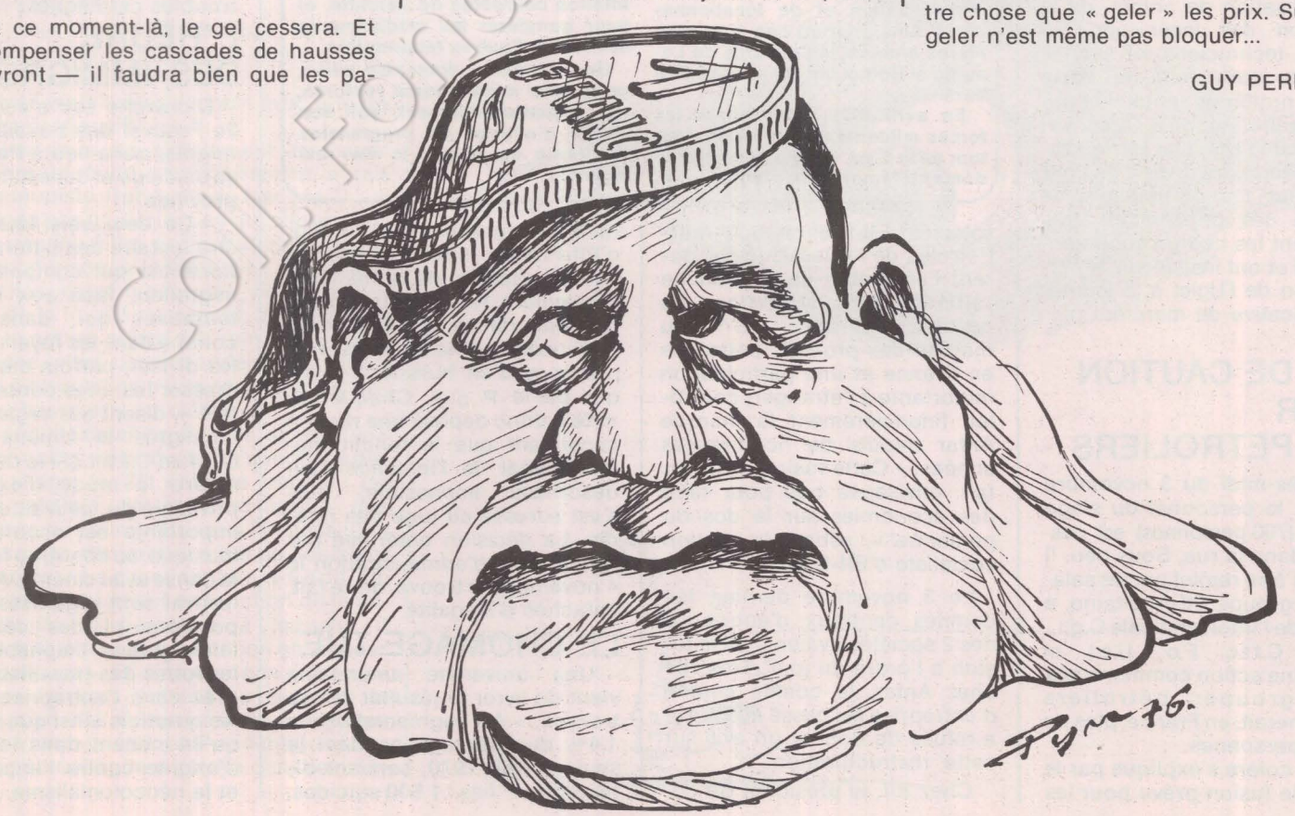
Le doute du patronat

Car à ce moment-là, le gel cessera. Et pour compenser les cascades de hausses qui suivront — il faudra bien que les patrons se rattrapent ! — interviendra la baisse de la T.v.a. Utiliser cette dernière pourrait être positif. Si cela était fait, par exemple, pour relancer la consommation des ménages et par là relancer l'économie en la recentrant. Mais, pour Barre, le problème n'est pas là. En accroissant la pression fiscale, il a prouvé qu'il voulait limiter cette consommation. Les jeux pratiqués sur la T.v.a. n'ont donc qu'un seul but : masquer les hausses. C'est-à-dire justifier le freinage des salaires. Mais cette baisse va réduire les ressources de l'Etat. Et qui paiera la différence, si ce n'est les salariés, soit par le biais des taxes indirectes, soit par celui des impôts directs ?

D'ores et déjà on peut mesurer certaines conséquences de cette situation. Sur la production, principalement. Car, en freinant la consommation, on freine, qu'on le veuille ou non, la production. Et on accroît le chômage. Les réponses des chefs d'entreprise à toutes les enquêtes portant sur l'activité des prochains mois sont à nouveau pessimistes. Et comme dans ce monde-là la psychologie joue, au coup de frein réel dû aux mesures prises par Barre est venu s'ajouter le doute. Car il ne semble pas que les patrons croient en la réussite du plan. La confiance traditionnelle en l'équipe au pouvoir a fait place au scepticisme. Plus que la baisse réelle d'activité — déjà perceptible —, les contradictions du Pouvoir et de la « majorité », le poids de la gauche, tout pousse les patrons à douter de la réussite d'un plan qui, pourtant, a été fait pour eux.

è C'est une raison supplémentaire pour pousser Barre et son ministre du Travail, Christian Beullac, à la « fermeté » face aux syndicats du secteur nationalisé. Peut-être espèrent-ils ainsi non seulement prouver à ceux qui « doutent » leur détermination, mais les persuader que le plan réussira et qu'ainsi une solution sera trouvée à la double crise économique et politique actuelle. Les semaines qui viennent seront décisives. Mais, au-delà des intentions du Premier ministre, voici, pour marquer ces mois-là, quelques indications. Aux Etats-Unis, le retournement de conjoncture se précise : pour le mois d'octobre, les prix industriels ont augmenté de 1 % ! Et pour 1977, les économistes américains prévoient une inflation supérieure à 10 %. Les compagnies pétrolières ont terminé leurs calculs de coûts pour être prêts lors de la prochaine hausse du pétrole. Celle-ci serait, d'après elles, mais aussi d'après le chah d'Iran, de l'ordre de 15 % ! Et pour finir : les spécialistes des multinationales sont d'accord pour dire qu'en 1977 le commerce international sera plus faible qu'en 1976. Pour utiliser leurs liquidités, leurs entreprises joueront donc davantage sur les parités monétaires. Le franc est mal parti ! On le voit, pour réussir à sortir l'économie de la crise, il faudrait tout autre chose que « geler » les prix. Surtout si geler n'est même pas bloquer...

GUY PERRIMOND



changer la vie sociale et économique

LE METIER DE CADRE

Quel rôle économique et social devront jouer les cadres dans la société de demain ? Telle est, surtout, la grande question qui a rassemblé quelque 2 500 participants aux « 36 heures » de débat organisées, les 5, 6 et 7 novembre, par « Options », revue des ingénieurs, cadres et techniciens cégétistes (Ugict). Aucune invitation aux organisations syndicales ou politiques en tant que telles. Cette manifestation s'adressait à une catégorie professionnelle plusieurs fois mise au cause ces derniers temps. Ainsi, de nombreux cadres, souvent même non syndiqués, sont venus pour discuter des problèmes spécifiques à leur profession.

En filigrane à toutes les questions des cadres : la possibilité à très court terme d'exercer leur métier dans une société démocratisée. C'est en fonction de cette perspective que se sont articulées les trois conférences-débats sur les thèmes de l'industrialisation de pointe, de la formation des ingénieurs, cadres et techniciens, et sur les rapports université-industrie avec la notion de rentabilité qui s'y rattache. René Le Guen, secrétaire de l'Ugict, et Henri Krasucki, secrétaire de la C.g.t., ont fait, pour les participants, le compte des oppressions que subissent les cadres quotidiennement et ont insisté sur la participation de l'Ugict à la journée revendicative de mercredi prochain.

PAS DE CAUTION POUR LES PETROLIERS

L'après-midi du 3 novembre dernier, le personnel du siège d'Antar (700 personnes) est descendu dans la rue. Sous peu, il risque d'être rejoint par les salariés du groupe Elf-Aquitaine, à l'appel de l'intersyndicale C.g.t., C.f.d.t., C.f.t.c. F.o., U.c.t. et C.g.c. Une action commune aux deux groupes pétroliers concernerait, en France, plus de 10 000 personnes.

Cette colère s'explique par le projet de fusion prévu pour les sociétés Elf-France et Antar-Pétroles de l'Atlantique qui gèrent l'ensemble de la branche raffinage et distribution. Le groupe Elf-France (25 % du marché des produits pétroliers en France et une participation importante à l'étranger) contrôlait financièrement la marque Antar depuis de nombreuses années. « Cette fusion n'est, en fait, envisagée que pour faire des économies sur le dos du personnel », estime la section socialiste d'Elf-Erap.

Le 3 novembre dernier, les comités centraux d'entreprise des 2 sociétés avaient mis la fusion à l'ordre du jour. Très vite chez Antar, le comité central d'entreprise est passé au vote et a refusé de donner un avis sur cette restructuration.

Chez Elf, le président du comité d'entreprise et P.d.g. d'Elf-France, s'est opposé au vote pendant toute la matinée. Finalement, les élus du personnel ont refusé à l'unanimité l'avis exigé par la loi. Et cela en présence d'un huissier convoqué par le P .d.g. Chaque comité a donc déposé une motion constatant que le fonctionnement légal de l'instance était désormais impossible, puis s'est adressé au juge des référés. La décision entérinée par les conseils d'administration le 4 novembre se trouve, de ce fait, entachée d'illégalité.

MEDECINE DE CHEVAL !

On commence à mieux réaliser l'intérêt que gouvernement et patronat de l'industrie pharmaceutique trouvent dans l'opération des « 330 médicaments » qui ne seront plus remboursés par la Sécurité sociale. Pour la C.g.t., c'est clair. « Cette campagne démagogique est un habile moyen permettant de « nettoyer le terrain » à la carte pour les grands trusts pharmaceutiques », affirme François Lessard, de la section C.g.t. du laboratoire Lematte et Boinot. Un chiffre éloquent : 3 000 licenciements immédiats viennent d'être demandés à la suite de cette opération, selon le chiffre avancé par un groupe de patrons français de la pharmacie qui emploie 20 000 salariés (sur 65 000 dans cette industrie).

Cette opération, entre autres, est tombée à point pour la direction du laboratoire français Lematte et Boinot, filiale du groupe pharmaceutique Astra-Suède. Depuis plusieurs années, cette multinationale essaie de liquider sa filiale française qui, après lui avoir servi de tremplin, n'est plus qu'une source d'embarras à cause de sa masse salariale, ses frais de commercialisation et de fonctionnement. Ainsi, durant ces trois dernières années, les effectifs de Lematte et Boinot ont été réduits d'un tiers.

En avril 1976, pour briser les forces militantes rassemblées autour de la C.g.t. et pour accélérer le démantèlement du laboratoire, une première « charrette » de licenciements collectifs est autorisée avec anticipation sur le délai légal. Salariés et licenciés font alors immédiatement appel à la solidarité du corps médical et paramédical. Ils recueillent rapidement 400 appuis et, surtout, ils mettent à jour des fraudes, falsifications et procédures illicites pratiquées par le groupe Astra-Suède.

Parmi les documents mis à jour par les salariés se trouve ainsi un état patronal des prix de revient exacts des différents produits commercialisés par Astra. On y apprend, entre autres, qu'un médicament — suédois (Aptine-Durules) — vendu 58 F ne revenait, en fait, qu'à 5,25 F ! Ce texte explosif fut envoyé aux différents ministres concernés (Finances, Travail, Santé, Industrie)... Réponse du gouvernement : trois médicaments français Lematte et Boinot, dont l'un représente 33 % du chiffre d'affaires, ne seront plus remboursés par la Sécurité sociale sous quinzaine ! Que pouvait espérer de mieux la multinationale Astra ? Dans les 24 heures qui suivent l'arrêt gouvernemental, 150 licenciements sont à nouveau annoncés. Il ne reste plus désormais que 50 à 60 salariés pour liquider les affaires courantes de Lematte, et pour transférer les médicaments suédois à d'autres laboratoires.

Une entreprise française pillée, un groupe multinational renforcé, qui, imperturbablement, voit son chiffre d'affaires en progression constante de 20 % : le tour est joué.

LE CHOMAGE TUE

Une université américaine vient de livrer le résultat de ses travaux. « A l'augmentation de 1,4% du chômage pendant la seule année 1970, seraient directement liés 1 500 suicides, 1 700 homicides, 15 000 décès par apoplexie, infarctus et attaques rénales, 5 500 hospitalisations dans des hôpitaux psychiatriques et 800 morts dues à des cirrhoses du foie survenues au cours des cinq dernières années. » Chiffres brutaux qui ne constituent pourtant pas une surprise globale, plusieurs études ponctuelles, souvent à l'initiative des syndicats ou des chômeurs, ont prouvé combien pouvaient être graves les répercussions du chômage sur la santé des travailleurs.

Ainsi une étude médicale publiée en 1973 fait le point des traumatismes occasionnés par l'annonce de 500 licenciements en 1964 dans une usine de Saint-Etienne. Alors qu'avant cette date, 78% des travailleurs — dont 80% étaient des O.p. très attachés à leur travail — étaient en bonne santé, après l'annonce de ces licenciements et sur une période de 10 ans, 89% d'entre eux ont présenté des troubles du sommeil, 78% des troubles anorexiques, 31% des troubles cardio-vasculaires et 10% des troubles cardiaques.

L'HEURE DES IMMIGRES

Dimanche soir s'achèvera le 2e Festival des travailleurs immigrés, qui a lieu à Paris, dans sa banlieue et dans huit villes de province.

« Ce deuxième festival veut être unitaire des différentes nationalités qui composent l'immigration, face aux multiples tentatives qui, dans l'usine comme dans les foyers, visent à les diviser, parfois même à les dresser les unes contre les autres », disent ses organisateurs (immigrés et Unions locales C.g.t. et C.f.d.t.)Si le théâtre demeure le mode d'expression privilégié du festival, une place importante est accordée à la musique, au chant, au folklore, à la danse et au cinéma. Autour du festival sont organisés des expositions et des débats sur l'immigration, l'alphabétisation, les luttes des travailleurs immigrés dans l'entreprise et dans les quartiers ainsi que les luttes qu'ils mènent dans leurs pays d'origine contre l'impérialisme et le néocolonialisme.

Fonctionnaires européens

L'INQUISITION A BRUXELLES

PAR HENRI NOGUERES
président de la Ligue des droits de l'Homme

J'ai sous les yeux la photocopie d'un de ces questionnaires personnels qui valent à la Commission des Communautés européennes, présidée par l'ancien ministre U.d.r. François-Xavier Ortoli, l'accusation de pratiquer la chasse aux sorcières.

Cet imprimé comporte effectivement l'entête de la Commission et s'adresse (« rayez les mentions inutiles »...) aux fonctionnaires « britanniques, danois ou irlandais ». Quant aux questions posées, ce sont surtout celles, « confidentielles », de la cinquième page qui méritent d'être citées.

Elles portent, tout d'abord, sur la famille du fonctionnaire : « Avez-vous des parents, par le sang ou par alliance, qui vivent ou ont vécu dans des pays ayant eu, à l'époque où ils y ont séjourné, un gouvernement communiste » Il faut, si la réponse est affirmative, remplir un tableau en précisant, pour chacun des parents contaminés, ainsi signalés à l'attention des services de sécurité des Communautés européennes, son nom, son âge, le degré de parenté et surtout son adresse.

Viennent ensuite des questions sur les séjours éventuels du déclarant dans « des pays ayant eu, à l'époque à laquelle l'intéressé s'y est rendu en visite ou y a résidé, des gouvernements communistes ». Là encore, il y a un tableau à remplir, des précisions à donner...

Enfin, une dernière série d'interrogations, auxquelles il faut répondre par « oui » ou par « non », a un caractère plus personnel encore, et plus direct :

« — Avez-vous été membre ou sympathisant d'une organisation communiste, trotskyste ou fasciste ?

— Avez-vous été en rapport avec une de ces organisations ?

— Avez-vous été simplement lié à une personne qui, à votre connaissance, aurait été communiste, trotskyste ou fasciste ? ... »

N'allons pas plus loin. Ces questions donnent la nausée. Elles portent atteinte, de façon caractérisée, à la vie privée des individus ; elles constituent une violation flagrante de la liberté de pensée et d'opinion. Et, par la nature même des renseignements demandés, elles correspondent très précisément à ce que l'on a pris coutume d'appeler la « chasse aux sorcières ».

Lorsque l'existence de ces scandaleux questionnaires a été révélée et dénoncée par Jean Kanapa le 28 octobre dernier, un « porte-parole » de la Commission des Communautés européennes a fait aussitôt à la presse des déclarations qui se voulaient rassurantes. « Le questionnaire, a-t-il dit, diffère considérablement en fonction de la nationalité de la personne à laquelle il s'adresse et de la réglementation en vigueur dans son pays ». Et d'ajouter que « le fonctionnaire français habilité au secret à la Commission des Communautés européennes recevra un questionnaire identique à celui que son collègue employé dans les mêmes conditions au ministère des Affaires étrangères, par exemple, a rempli depuis longtemps ».

Cela revient à reconnaître que la Commission des Communautés européennes pratique la chasse aux sorcières, mais qu'elle le fait plus ou moins ouvertement selon la nationalité d'origine du gibier... Singulière conception de la « Communauté », et qui ne manquera pas de fournir quelques solides arguments à ceux qui s'interrogent sur l'opportunité de l'élection au suffrage universel du Parlement de cette Europe-là.

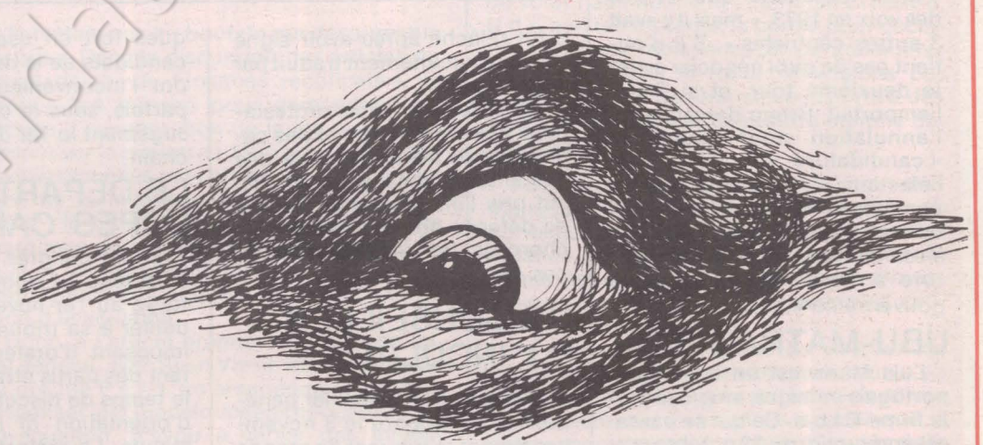
D'autre part, la référence aux questionnaires — fussent-ils moins détaillés — que le ministère français des Affaires étrangères a fait remplir « depuis longtemps » à ses propres agents nous donne tout naturellement le désir d'être mieux informés sur la teneur de ces documents.

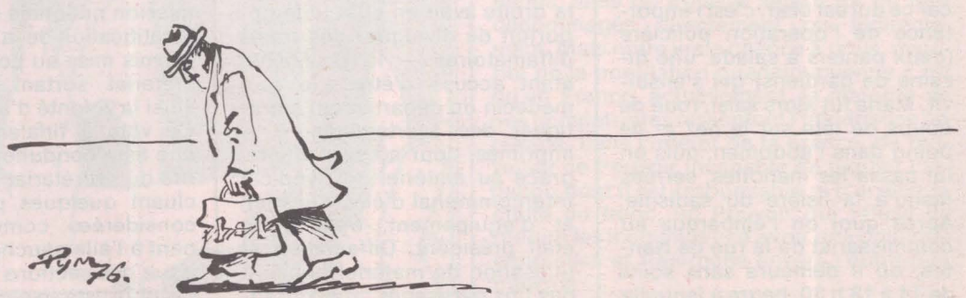
Enfin, nous pensons que les représentants de la France — et notamment l'actuel président de la Commission de Bruxelles — ne peuvent accepter de couvrir de telles pratiques discriminatoires et inquisitoriales.

Voilà pourquoi la Ligue des droits de l'Homme, saisie de cette flagrante violation de droits essentiels, s'est d'abord adressée à Raymond Barre, Louis de Guiringaud et François-Xavier Ortoli pour leur demander ce qu'ils entendent faire, chacun en ce qui le concerne, pour mettre un terme à cet état de fait.

Et voilà pourquoi aussi, saisissant à son tour la Fédération internationale des droits de l'Homme, la Ligue française lui a demandé de mobiliser, en vue d'une action convergente et concertée, les Ligues nationales des autres pays de la Communauté.

Une « Communauté » dans laquelle, sans même attendre la venue de l'Espagne postfranquiste tant souhaitée par Giscard d'Estaing, on a recours à des pratiques rappelant fâcheusement que Bruxelles fut, jadis, particulièrement éprouvée par la Sainte Inquisition...





changer la vie politique

UN PROFESSEUR EN COLERE

Dans les jambes de l'U.d.r. Jean Tibéri que Pierre Guidoni combat pour le Parti socialiste dans le 5e arrondissement de Paris, il y a un trouble-fête : Albert Brimo, professeur de droit et membre du Comité directeur parisien du C.d.s. Supporter acharné de Giscard d'Estaing (« Son discours sur les femmes est intégralement de ma main »), il a été révolté qu'on ait investi comme candidat de la majorité l'U.d.r. Tibéri, rallié à Jacques Chirac. Bien que reçu à Matignon par son « ami Barre », Brimo a vu se défiler aussi bien l'Elysée que les dirigeants C.d.s. — Jean Lecanuet ne lui a même pas répondu — qui ont fini par lui retirer toute caution. « Après, il y a eu des menaces téléphoniques nocturnes, le silence organisé de la presse de droite... »

Le centriste-anti-U.d.r. du 5e n'avait rassemblé que 11,5 % des voix en 1973, « mais il y avait 3 autres centristes ». S'il n'obtient pas de quoi négocier avant le deuxième tour, et si Tibéri l'emportait, Brimo demanderait l'annulation pour cause de « candidature officielle », de l'élection. « Je ne suis pas incompétent en droit constitutionnel et quand aucun parti ne s'est réuni pour donner l'investiture à Tibéri, proposé par le gouvernement, c'est illégal ».

UBU-MATRAQUE

Luis Maria est un travailleur portugais immigré, employé par la firme E.t.b.d. Ce qui se passa cet après-midi du 22 octobre sur son lieu de travail, rue de l'Ourcq (Paris 19e), n'est pas clair — tout semble être venu du stationnement d'un six tonnes chargé de béton... Peu importe, car ce qui est clair, c'est l'importance de l'opération policière (deux paniers à salade, une dizaine de gardiens) qui s'ensuivit. Maria fut alors saisi, roué de coups de tête sur le nez et de poing dans l'abdomen, puis on lui passa les menottes, serrées jusqu'à la lisière du sadisme. Après quoi on l'embarqua au commissariat de la rue de Nantes, où il demeura sans soins de 14 à 18 h 30, heure à laquelle il fut relâché après avoir signé un texte aucunement traduit par un interprète !

Après les premières protestations des employeurs et des camarades de travail de Maria, des militants syndicaux et du P.s. ont pris l'initiative d'un comité de défense pour que soient recherchés les responsables de ces exactions.

LE P.S. ET LA DEFENSE

Le débat qui s'est déroulé dimanche au Comité directeur sur les problèmes de la défense a donné lieu dans la presse à des interprétations diverses et, pour beaucoup d'entre elles, erronées. Alors qu'il avait bien indiqué aux journalistes que ce débat, ouvert par les rapports de Charles Hernu (La sécurité de la France et le programme commun), Jean-Pierre Chevènement (La conception d'une défense indépendante) et Robert Pontillon (La défense nationale française dans son environnement international), ne devait avoir pour l'instant aucune conclusion, « le Figaro » n'a pas hésité à titrer lundi matin : « Le P.s. : oui à la force nucléaire ». Plus justement, « le Monde » a souligné que si les trois rapporteurs avaient estimé que la gauche au pouvoir devra tenir compte du fait nucléaire, ils avaient en même temps insisté, tout comme l'a fait François Mitterrand en intervenant dans le débat, sur la nécessité d'approfondir encore la réflexion au sein du parti en se préoccupant surtout de préserver pour la France l'autonomie de sa décision.

Il a été également clairement rappelé que seul un congrès ou, à défaut, une Convention nationale spécialement mandatée pour cela, pouvait modifier le programme du P.s. tel qu'il a été élaboré et adopté en 1972.

Il reste que le débat de dimanche a montré la volonté du Parti socialiste dans le domaine de la défense comme dans d'autres, de tenir compte de l'évolution de la situation, comme l'observait Jacques Isnard, toujours dans « le Monde » : « De toute évidence, si des nuances persistent et si des précisions restent encore nécessaires avant que le P.s. et le P.c.f. n'en soient à arrêter définitivement leur politique commune de défense, il demeure que la gauche ne dissimule plus la recherche théorique à laquelle elle se livre depuis peu sur un point fondamental de la doctrine. »

UN CONSEILLER R.I. INCULPÉ

Pierre Futin, conseiller général R.i., a comparu le 3 novembre devant le tribunal de grande instance de Lons-le-Saunier à la suite d'une plainte déposée par le Dr Michel, candidat socialiste aux dernières élections cantonales. A l'époque, le candidat de la droite avait en effet jugé opportun de divulguer des tracts diffamatoires — le Dr Michel étant accusé d'être « le seul médecin du département à pratiquer des avortements » ! — imprimés, pour corser l'affaire, grâce au matériel du Syndicat intercommunal d'électrification et d'équipement, dont Futin était président. Diffamation et utilisation de matériel public à des fins partisanes : deux pratiques fort en usage parmi les candidats de la droite, mais qui ont l'inconvénient de tomber, parfois, sous le coup de la loi. Jugement le 1er décembre prochain.

LE DEPART DE LOPES CARDOSO

Le 2e congrès du P.s.p. qui s'est tenu à Lisbonne du 30 octobre au 1er novembre et a vu défiler à sa tribune un nombre imposant d'orateurs représentant des partis étrangers, n'a eu le temps de discuter ni motions d'orientation ni réformes des statuts. La réélection de Mario Soarès au secrétariat général a été obtenue à la quasi unanimité. Jusqu'au lundi 1er novembre au matin on pouvait espérer que l'élection à la commission nationale se réduirait à la ratification de la liste de compromis mise au point par le secrétariat sortant, manifestant ainsi la volonté d'unité du parti. Ce vote a finalement opposé une liste conduite par la majorité du secrétariat sortant et incluant quelques personnalités considérées comme appartenant à l'aile gauche à une autre issue des sections d'entreprise. Cette 2e liste se réclamant d'une ligne politique moins soucieuse de rassurer la petite bourgeoisie et les « amis étrangers » que de traduire les aspirations des bases ouvrières et paysannes qui se trouvent au P.s.p. a remporté 25 % des suffrages. L'absence de véritable débat politique préalable à cette élection a conduit Antonio Lopes Cardoso à refuser de figurer sur l'une ou l'autre des deux listes en présence et à démissionner le 3 novembre de son poste de ministre de l'Agriculture. Après une vigoureuse intervention de Mario Soarès rappelant que la règle démocratique aboutit à la soumission de la minorité et demandant avec insistance que la révision des statuts soit confiée à la commission nationale nouvellement élue, le congrès a préféré à la majorité des 2 /3 suspendre sa session et reporter la suite de ses travaux au mois de janvier à Porto. On ne peut qu'espérer que l'indispensable réflexion collective sur la pratique des militants et sur les formes d'organisation du parti que doit effectuer le P.s.p. se poursuivra avec la collaboration de tous les nouveaux du parti et dans un véritable dialogue entre toutes les tendances. On ne peut qu'espérer, comme l'a souhaité François Mitterrand à Lisbonne le 1er novembre que « le P.s.p. saura faire la preuve que ses idées peuvent commander ses actions ».

NAUSSAC AVEC LES FUSILS

A Naussac, les forages du futur barrage ont commencé. Le matériel est arrivé à la fin du mois d'octobre sous la protection des gendarmes mobiles qui depuis gardent jour et nuit le chantier. Les paysans armés de leurs fusils de chasse montent aussi la garde pour s'assurer que ce sont seulement les forages qui seront exécutés.

Les représentants du Comité de défense de la vallée de Naussac ont rencontré François Mitterrand. Une réunion interfédérale du Parti socialiste à laquelle participeront des délégués de tous les départements intéressés par le barrage se tiendra le 14 novembre à Bourges.

Guadeloupe

UN SOUVERAIN MEPRIS

PAR FRÉDÉRIC JALTON

Député de la Guadeloupe

Depuis l'avènement de Valéry Giscard d'Estaing, nous avons été gâtés par les visites ministérielles et à deux reprises, le président de la République a séjourné en Guadeloupe. Pour bien nous montrer combien était grande sa sollicitude, envers les Guadeloupéens, il a même tenté d'exorciser la Soufrière en le survolant aux commandes d'un hélicoptère. On sait la suite.

Mais voilà qu'alors que nous attendions comme sœur Anne les premiers signes de la volonté de départementalisation économique, la panique est créée par les autorités de tutelle. Un certain Brousse — pour parler comme Haroun Tazieff — se fondant sur la lecture d'une correspondance contemporaine à l'éruption de la Montagne Pelée en Martinique — c'était en 1902 ! — détermine le préfet à ordonner l'évacuation de 73 600 personnes de leur domicile. Je n'insisterai pas sur les conséquences de cet exode, unique dans l'Histoire de la Guadeloupe. Mais nous attendons toujours de voir le rapport signé par Brousse, qui constitue un document historique à verser aux archives départementales **(voir aussi l'article d'Alain Vivien dans le n° 218 de « l'Unité »).**

Les nombreuses déclarations officielles laissaient croire que le projet de loi des Finances rectificative (le 2e pour 1976) comprendrait des aides en faveur des sinistrés de la Guadeloupe, comme cela a été proposé pour les agriculteurs victimes de la sécheresse en métropole — je signale en passant que, pendant six années consécutives, la Guadeloupe a subi une sécheresse exceptionnellement grave et que la sollicitude gouvernementale en faveur des petits planteurs de canne n'a pas tellement joué. Or, dans ce collectif budgétaire, il n'y a absolument aucun crédit prévu pour la Guadeloupe, à part les 10 millions de crédits d'avance du ministère de l'Intérieur destinés à la subsistance des personnes hébergées dans les centres d'accueil.

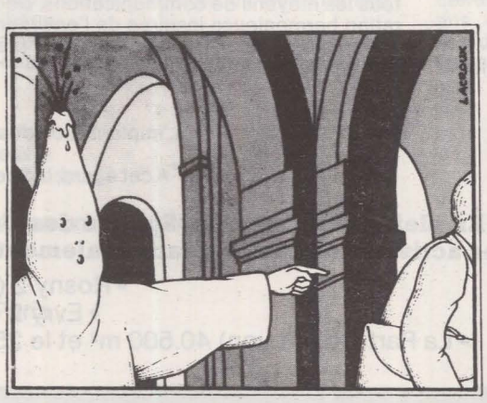
Il est vrai que l'U.d.r. Papon, rapporteur de la commission des Finances, considère comme des aides aux Guadeloupéens sinistrés l'envoi d'une équipe de savants et de matériel scientifique, de 500 tentes militaires, d'experts de la D.g.r.s.t. et de 2 tonnes de matériel, d'un bâtiment de la Marine nationale pour faciliter l'évacuation, d'un escadron de gendarmerie mobile détaché de la Martinique, de 164 pompiers de Paris, de ponts métalliques provisoires.

Comme si l'équipement en matériel scientifique et en experts réclamés depuis plus d'un an par le volcanologue Michel Feuillard constituait une aide, alors qu'il est constant que dans des circonstances pareilles survenant n'importe où dans le monde, la coopération scientifique internationale joue pleinement ! Comme si le gouvernement n'avait pas l'habitude de mobiliser beaucoup plus d'hommes à la première alerte dans l'outre-mer !

Hégésipe Ibéné, député de Pointre-à-Pitre, et moi sommes donc intervenus dans le débat de politique générale qui suivait la déclaration du nouveau Premier ministre pour tenter de sensibiliser le gouvernement au drame guadeloupéen. Malgré l'intervention de deux députés sur trois d'un département à propos d'un problème particulièrement grave, peut-être parce que opposants, Raymond Barre n'a pas eu, dans sa réponse, un seul mot à l'endroit des Guadeloupéens. Encore que cela me paraisse choquant, je ne suis pas autrement surpris du comportement de cet homme qui, ayant pris naissance et grandi outre-mer (à la Réunion), appartient à une classe bien déterminée qui estime qu'il n'y a rien à changer au colbertisme. Les Guadeloupéens sinistrés sauront apprécier, je l'espère, l'indifférence hautaine et le mépris du nouveau gouvernement à leur endroit.

Je n'étais pas au bout de ma désagréable surprise. Dans la discussion des articles du projet de loi de Finances rectificative, je m'étais fait inscrire pour demander trois choses : l'exonération de la majoration de l'impôt sur le revenu de 1975 pour les contribuables touchés par l'arrêté d'évacuation en face de la menace d'éruption de la Soufrière ; le blocage des prix des transports maritimes de marchandises entre la métropole et les départements d'outre-mer ; l'indemnisation des victimes de l'arrêté préfectoral d'évacuation.

Donc, à l'article premier du projet de loi, j'ai déposé, avec Alain Vivien et les membres du groupe P.s.r.g. un amendement visant à dispenser les Guadeloupéens concernés par l'évacuation, d'avoir à verser des impôts supplémentaires sur leur revenu de 1975, parce que beaucoup sont ruinés ou menacés de l'être et que même ceux qui avaient la chance de conserver leur travail devaient faire face à des dépenses supplémentaires (loyers, frais de réinstallation, etc.) Et parce qu'il n'était pas juste ni sérieux de demander à ces Guadeloupéens sinistrés de participer à l'effort de solidarité nationale pour indemniser les agriculteurs français, alors que le gouvernement ne prévoit aucun crédit pour les indemniser, eux.



Les élus de la gauche ont voté à l'unanimité cet amendement. En revanche, le rapporteur de la commission des Finances, Papon, s'est prononcé contre l'amendement, estimant qu'il était sans objet « étant donné le seuil de déclenchement de la majoration des cotisations et qu'il faisait confiance au gouvernement pour accorder un dégrèvement à ceux des évacués, s'il s'en trouve (sic), qui pourraient être passibles de la majoration ».

Quant au ministre délégué, Michel Durafour, représentant le Premier ministre, il déclarait que « s'il y avait des Guadeloupéens sinistrés concernés, ils n'auraient qu'à faire une demande de remise gracieuse ».

Ce n'était pas suffisant, car pour dissuader les députés de la majorité qui seraient tentés de voter l'amendement l'ineffable Cressard, U.d.r. bon teint, prenait la parole pour déclarer « *qu'il est indispensable de considérer les réalités* (sic) si nous ne voulons pas qu'une émotion généreuse vous porte à des votes qui pourraient apparaître comme démagogiques ».

Ainsi donc, pour l'U.d.r. la situation dramatique des Guadeloupéens évacués ne correspond pas à la réalité et le fait pour les députés guadeloupéens de la gauche de demander au gouvernement de remplir ses obligations envers nos compatriotes procède de la démagogie !

Je note que cette prise de position de l'U.d.r. se situe après le compte rendu qu'y a fait Hubert Germain à la suite de son séjour en Guadeloupe. Je voudrais ajouter que, à deux exceptions près, tous les députés de la majorité, ont repoussé mon amendement. On s'en souviendra.

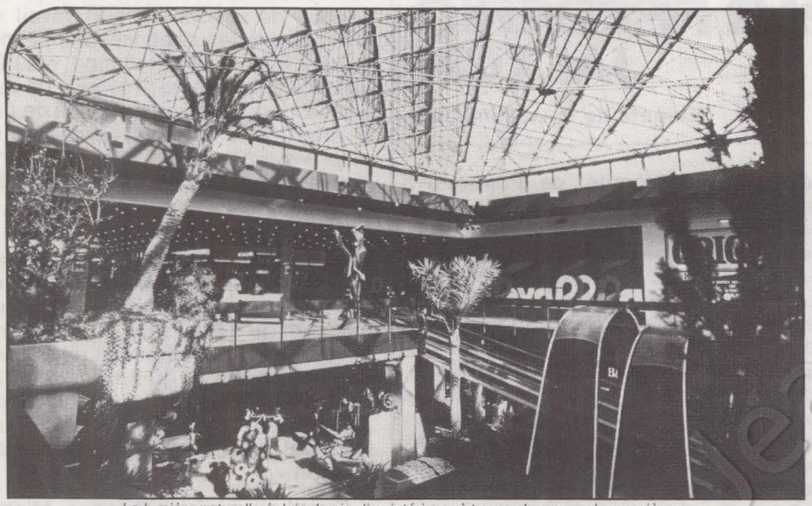
Les promesses continueront à se multiplier, il y aura quelques saupoudrages, les nantis, amis du Pouvoir seront tôt ou tard dédommagés directement ou indirectement. Mais notre vraie chance à nous, majorité de la population guadeloupéenne c'est qu'en France, actuellement, la majorité de nos compatriotes ressentent l'impérieuse nécessité, dans l'intérêt de la France, de renverser ce Pouvoir incapable de juguler l'inflation dont il est responsable ni d'arrêter la chute du franc, un Pouvoir qui refuse de réduire les inégalités et d'avoir une politique généreuse et fraternelle envers l'outre-mer français.

Deux exemples de collaboratio

Les deux grands centres commerciaux urbains

Evry 2 Centre :

ouvert sur l'Agora, c'est la grand'rue de l'Essonne.



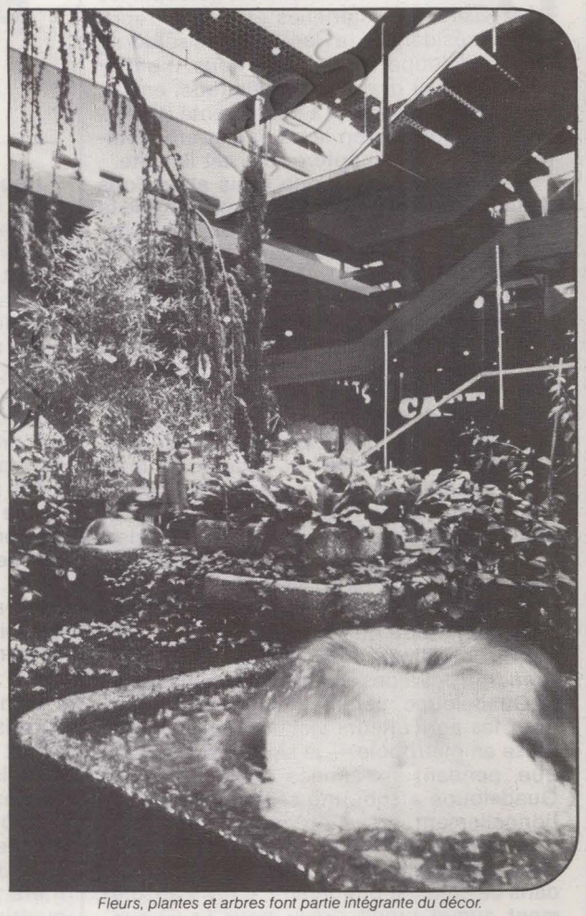
La lumière naturelle éclaire les jardins intérieurs à travers les coupoles verrières.



Le premier centre commercial intégré à une Agora.



Les mails sont reliés par des translators.



Fleurs, plantes et arbres font partie intégrante du décor.

Les agoras grecques avaient leurs marchés, celle d'Evry a son centre commercial.
Traversé par deux rues, Evry 2 Centre ouvre en effet directement sur l'Agora, place vitale de la Ville Nouvelle rassemblant la synthèse active de toute la vie culturelle et collective des habitants de l'Essonne (théâtres, patinoire, 5 salles de cinéma, bibliothèque-discothèque, équipements sportifs). Il participe ainsi en permanence à la vie de la communauté urbaine bien au-delà de son activité proprement commerciale.

Le huitième fleuron de la S.C.C.

Forte de l'expérience de ses sept premiers centres : Parly 2, Vélizy 2, Rosny 2, Grigny 2, Ulis 2, Bobigny 2 et La Part-Dieu, la Société des Centres Commerciaux s'est voulue ici plus créative encore.

Elle a tout mis en œuvre pour combler les aspirations d'une population qui connaît l'expansion démographique la plus forte de France.
Pour précéder même ses exigences prochaines : insertion directe au cœur même de la Ville Nouvelle. Excellente jonction avec tous les moyens de communications. Décoration harmonieuse inspirée de l'environnement naturel. Complémentarité des plans de commercialisation.

Ainsi, sur 71.000 m² Evry 2 Centre réunit : un grand magasin (les Nouvelles Galeries), un hypermarché (Euromarché) et 117 boutiques.
Accessible et vivant jour et nuit, il est devenu en un an le prolongement, la grand'rue, et le principal pôle d'attraction de la Ville Nouvelle. Aujourd'hui, 1.850 personnes travaillent à Evry 2 Centre.

Depuis son ouverture, le 20 mars 1975, Evry 2 Centre reçoit environ 720.000 visiteurs par mois et son chiffre d'affaires a atteint 300 millions de francs en 1975 (après neuf mois d'activité).

Une source de vie

L'implantation d'un centre commercial crée un grand nombre d'emplois, en particulier pour un personnel féminin à mi-temps.
A cet égard, la Société des Centres Commerciaux intervient directement

En pleine expansion, la Société des Centres Commerciaux diversifie ses activités en construisant également des bureaux, hôtels et dépôts :

- Rosny 2 (25.000 m²) en cours de livraison.
- Evry 2 (12.000 m²) en cours de livraison.
- La Part-Dieu (Lyon) 40.500 m² et le 25e hôtel Frantel, livraison fin 1976.

n secteur public, secteur privé.

réalisés par la SCC sont aujourd'hui sur orbite.

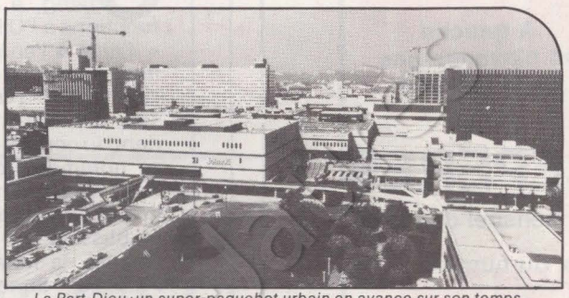
La Part-Dieu à Lyon :

un nouveau centre de vie pour la seconde métropole française.

CHRISTIAN CHASSIN



Le centre offre une architecture intérieure verticale et un décor raffiné.



La Part-Dieu : un super-paquebot urbain en avance sur son temps.



La Part-Dieu : le plus grand centre commercial régional d'Europe...



... et le plus grand du monde en rénovation de centre-ville.

110.000 m². 169 magasins. 2 grands magasins (les Galeries Lafayette et le Grand Passage). 3 grandes surfaces : c'est le plus grand centre commercial d'Europe.
Construit au cœur du nouveau quartier de La Part-Dieu, premier Centre Régional de Décision créé en France, il offre l'éventail le plus complet de commerces, de loisirs, de services et emploie 2.500 personnes.

L'équation idéale : Emploi + habitat + commerces + loisirs

Cette intégration directe permet une meilleure utilisation des équipements communs et une parfaite adéquation avec les zones d'activités tertiaires. Chaque activité renvoie sur les autres ses propres visiteurs et l'ensemble vit ainsi 24 heures sur 24.

Des résultats qui parlent d'eux-mêmes

Depuis son ouverture, le 9 septembre 1975, La Part-Dieu accueille en moyenne 28.000 visiteurs par jour : 13.200 pour les achats et 10.000 pour les loisirs. 4.000 personnes viennent même d'au-delà du département du Rhône.
Au cours des six premiers mois d'activité, le centre a réalisé un chiffre d'affaires de 262 millions de francs. Et ceci, malgré une conjoncture économique peu favorable puisqu'il s'est ouvert au moment où la crise touchait le plus fortement la région Rhône-Alpes. On est donc fondé à évaluer le chiffre d'affaires 1976 à 510 millions de francs.

Ainsi, La Part-Dieu a pris, dès sa première année, une place à sa dimension sans nuire pour autant au reste du commerce lyonnais. C'est un succès évident lorsqu'on sait qu'un centre commercial met de deux à quatre ans, dans le monde entier, pour atteindre son orbite. Et c'est surtout une preuve éclatante de la vitalité de Lyon.

pour la région

avec l'aide de l'Agence Nationale pour l'Emploi, en communiquant aux commerçants du centre le potentiel de main-d'œuvre disponible à moins d'un quart ou une demi-heure de transport.

La meilleure image du commerce régional et urbain

Renseignements pour la location
des magasins et des bureaux :
S.C.C. 20 place Vendôme, 75001 Paris
Tél. 260.32.56

A gauche on n'avance pas sans repères

REPERES

le mensuel du Ceres

Prix du numéro : 10 F

AU SOMMAIRE DU N° 37

Programme commun et politique industrielle

•

L'avenir des P.m.e.

•

Le syndicalisme révolutionnaire

BULLETIN D'ABONNEMENT

(Bulletin à découper ou à recopier et à nous renvoyer accompagné d'un :

□ — Chèque bancaire à l'ordre des Editions Jacques Mandrin, 5, rue Payenne - 75003 PARIS,

□ — Chèque postal (3 volets) - n° 34.875.30 J - LA SOURCE

Nom .....

Prénoms .....

Adresse .....

.....

TARIFS :

Abonnement annuel .....100 F
Etudiants, chômeurs, retraités .....80 F

Abonnement de soutien .....
.....à partir de 150 F.

LES BONNES ŒUVRES DE CONSTANTIN

(Scandales à épisodes)

On sait que Paul Constantin, maire de La Bourboule et ami de Giscard d'Estaing, a démissionné de toutes ses fonctions à l'U.h.a.e., association prétendue « d'aide à l'enfance », qui lui permettait de mener la vie de château aux frais de la Sécurité sociale **(voir « l'Unité » n°s 182, 185, 186, 189, 190, 216 et 218).** Le nouveau président du conseil d'administration de l'U.h.a.e. se nomme Duchateau — un nom prédestiné ! La personne qui a remplacé Constantin à la direction et à la coordination des trois établissements du Réray, du Thaillat et de la Charité, la nouvelle déléguée générale de l'U.h.a.e., donc, se nomme Monique Legrand. Ses méthodes de direction sont dignes de celles de son prédécesseur. Qu'on en juge plutôt.

Récemment, le comité d'entreprise du Réray démissionne. Monique Legrand s'empare aussitôt des fonds et des chéquiers du comité d'entreprise. Ce qui est tout à fait illégal : la loi prévoit qu'en pareil cas les comptes et disponibilités du C.e. sont confiés à la direction départementale de la main-d'œuvre. De nouvelles élections pour le C.e. devant avoir lieu la C.f.d.t., conformément à la loi de 1946, désigne son délégué syndical comme candidat à ces élections. Le lendemain le délégué reçoit une lettre de procédure de licenciement cosignée par Monique Legrand et un certain Vincent, directeur régional adjoint de l'U.h.a.e. Reçu le 2 novembre par la direction du Réray, le délégué se voit notifier le motif de son licenciement : aucune faute professionnelle, mais il ne possède pas le certificat d'aptitude pédagogique nécessaire au poste d'enseignant-éducateur qu'il occupe. L'argument est évidemment fallacieux : sur sept personnes occupant les mêmes fonctions que le délégué syndical au Réray depuis des années, une seule détient le C.a.p. en question.

Devant les réactions du personnel du Réray, qui cesse le travail le 2 novembre de 8 h 45 à 13 h 30, Monique Legrand cède : le licenciement est annulé. A 13 h 30, elle revient sur sa décision : le licenciement est seulement suspendu jusqu'à ce que le délégué obtienne son diplôme ; s'il ne l'obtient pas, il sera licencié. D'ailleurs il l'aura, puisque Monique Legrand décide de confier au délégué un poste à mi-temps qui lui permettra d'étudier à loisir. La manœuvre est grosse : il s'agit, en fait, d'éloigner le délégué syndical de l'entreprise. Ajoutons que la procédure entamée est totalement illégale, puisque l'inspection du Travail n'a pas été consultée — ce qui est obligatoire en cas de licenciement d'un délégué syndical.

A ce non-respect des droits syndicaux, la nouvelle direction de l'U.h.a.e. a ajouté une menace de licenciement collectif : l'U.h.a.e. serait dissoute, son personnel débauché, une nouvelle association constituée qui procèderait à une réembauche sélective. « Et bien sûr, comme l'a précisé devant six personnes, Perrier, directeur adjoint du Réray, seuls les employés qui sont d'accord avec la direction seront repris ». Là aussi, la ficelle est énorme : il s'agit de se débarrasser des employés qui ont témoigné contre Paul Constantin devant le juge d'instruction de Moulins.

Aux dernières nouvelles le président du tribunal de grande instance de Paris a désigné un mandataire de justice, Roland Scemama, pour l'U.h.a.e. Ce mandataire est au Réray depuis le 8 novembre. Est-ce la liquidation qui commence ?

Devant ces menaces, une « Association pour le regroupement et la rencontre des personnels du Réray » a été constituée. Elle a apporté son soutien à la section syndicale C.f.d.t. qui est à l'origine de la riposte : deux arrêts de travail d'une heure pendant cinq jours, depuis le 3 novembre, afin d'obtenir de la direction de l'U.h.a.e. « l'annulation du licenciement du délégué syndical, le renoncement au licenciement collectif et des garanties sur la gestion ». Les élus départementaux et nationaux ont été alertés, notamment Georges Rougeron, président (socialiste) du Conseil général de l'Allier. Une grève générale illimitée de tous les personnels de l'U.h.a.e. a commencé mardi, Monique Legrand ne donnant aucune assurance.

Des questions se posent : qui est Monique Legrand ? Elle a laissé courir les bruits les plus fantaisistes selon lesquels elle serait « une amie personnelle de Simone Veil », elle serait « auditrice au Conseil d'Etat ». Au Comité de direction de l'U.h.a.e., elle a été présentée par Duchateau comme « déléguée de la direction de l'Action sanitaire et sociale à Paris ». Aux cadres du Réray, elle a déclaré dépendre du ministère de la Santé. Le 15 septembre dernier, lors d'une réunion qui a eu lieu au Réray, elle a dit qu'elle était « en étroite relation avec Paul Constantin ». Alors, est-elle l'envoyée spéciale de Simone Veil ? Dans ce cas, est-ce sur ordre du ministre qu'elle bafoue les droits syndicaux ? Ou bien est-elle simplement un sous-marin de Constantin ?

Au fait, qu'est devenu Constantin ? Le mandat d'arrêt lancé contre lui n'a eu aucune efficacité : abrité derrière des certificats médicaux, il s'est soustrait à l'action de la Justice. Cela dure depuis bientôt trois mois... Qui empêche l'enquête de suivre son cours ? Pourquoi des policiers clermontois ont-ils demandé à certaines personnes de leur signaler le retour éventuel de Constantin dans les établissements dont il fut le directeur ? Qui a intérêt à ce que soit escamoté l'accablant rapport d'enquête établi par le commissaire R., de la Brigade financière de Clermont-Ferrand, sur les fraudes fiscales de Constantin ? Au garde des Sceaux Olivier Guichard, nous demandons : qui entrave la marche de la Justice ? Qui protège Constantin ?

L'UNITE

La gauche et le pouvoir en Europe

Cinquième chapitre de notre enquête « La gauche et le pouvoir en Europe » : après l'Allemagne, l'Italie, le Portugal, la Grande-Bretagne, nous traitons aujourd'hui de la Suède où les socialistes viennent de quitter le pouvoir après l'avoir occupé pendant 44 ans. Le bilan est considérable et les perspectives intéressantes pour les années 1980. C'est aussi ce que nous a dit Olof Palme, qui n'est plus premier ministre mais qui reste le président d'un des partis les plus ouvriers du monde.

V. SUEDE : « DES » POUVOIRS A PROTEGER ET « LE » POUVOIR A RECONQUERIR

Oeil bleu, 45 ans, trois enfants, Sven Heurgren gagne chaque matin son bureau de Stockholm de la même façon qu'il l'a toujours fait depuis des années, comme si autour de lui il n'y avait pas désormais les interrogations insistantes des associations de consommateurs et des journaux. Heurgren est ombudsman à la consommation. « Et la politique de consumérisme en tant que fonction économique ne peut être remise en cause, remarque le député Turid Ström, mais il est certain que le gouvernement de coalition ne portera pas plus en avant le mouvement » (belle litote)... Quel rôle Heurgren arrivera-t-il à jouer auprès du gouvernement bourgeois ? Comment parviendra-t-il à engager comme naguère des pourparlers avec des firmes « lassées du dirigisme socialiste » accusé de tout régenter ? Alors, « Heurgren devra-t-il œuvrer dans l'opposition ? » Tout cela parce qu'en juillet dernier l'ombudsman a été élu à la présidence du Comité national de la consommation pour 6 ans !... Voilà, ce n'est qu'un cas : si la droite suédoise s'est installée en septembre à la Chancellerie, il ne faudrait pas croire que, pour autant, elle submerge tout. Et à côté du nouveau gouvernement subsistent un peu partout des îlots dirigeants qui, comme les ombudsman, relèvent de la « Suède d'Olof Palme » ; quand ce n'est pas, plus ou moins directement, du Parti social-démocrate (collectivités locales, coopératives de consommation ou de production, syndicats, organisations de jeunesse ou d'éducation populaire, clubs, ligues diverses...). Particulièrement importants dans une démocratie décentralisée sont ces pouvoirs parallèles ou périphériques et ces contre-pouvoirs demeurés aux mains de la gauche suédoise.

Pas « raisonnables »

L'un d'eux — le plus puissant — va avoir à entrer très vite en action : l'organisation syndicale. Déjà plus qu'embarrassée par le choix qu'elle aura à faire rapidement sur la question nucléaire, qui la divise profondément, la coalition de droite butera bientôt sur le renouvellement des conventions collectives, dont le processus va s'engager entre patrons et syndicalistes. Jusqu'à présent, ces derniers « monnayaient » leur acceptation d'un accord sur les salaires en échange d'avancées sociales importantes — par exemple, il y a deux ans, une réforme fiscale — de la part d'un gouvernement qui, en principe, n'est en rien partie dans cette négociation des conventions.

Cette fois-ci encore, Palme avait préparé un accord de ce genre, obtenant même le feu vert des deux formations les moins réactionnaires de la coalition bourgeoise. Mais, la victoire de la droite ayant bouleversé le paysage politique, le patronat a durci le ton. Son fidèle allié, le Parti conservateur, avait tout de suite poussé les hauts cris devant ce projet qui, horreur ! comportait une hausse de la taxe patronale. Et le leader conservateur, Gösta Bohman, devenu ministre des Finances, brandit des menaces (frein à la consommation privée, épargne obligatoire...) pour le cas où les syndicats ne se montreraient pas modérés et raisonnables.

Or, « raisonnables », les intéressés n'ont aucune envie ni aucune raison de l'être. Non par amertume après la défaite de leur « parti frère » — les deux tiers des membres du Parti social-démocrate le sont par adhésions collectives, facultatives depuis 1900, de sections syndicales — mais par tranquille refus de faire le jeu de la politique Bohman. Qui, par hasard →



Collection Jean Jaurès



La gauche et le pouvoir en Europe

→

sans doute, ressemble comme une sœur à celle d'un patronat regonflé au point que le correspondant du mensuel économique « l'Expansion » parle de « vague d'euphorie dans le monde des affaires suédoises ».

C'est que l'organisation syndicale n'a pas perdu un atome de sa puissance. Ce qui n'est pas peu dire, s'agissant des 840 000 syndiqués — bien rapporter ces chiffres à un pays de 8 millions d'habitants seulement — appartenant à la T.c.o. (employés, fonctionnaires, cadres), des 130 000 membres de la Saco (professions libérales, professeurs, ingénieurs...) et surtout des 1,8 million d'adhérents de la grande centrale ouvrière, la L.o. C'est-à-dire la centrale la plus représentative du monde occidental avec 96 % des travailleurs, soit aussi plus d'un habitant de la Suède sur cinq, à en faire partie. L.o., cela signifie encore 6 000 permanents et employés, la plus grande entreprise de bâtiment suédoise, des hôtels, une énorme imprimerie, un journal du soir tirant à 500 000 exemplaires (« Aftonbladet »), trois écoles syndicales, etc.

Phase III

Bien. Mais après ? Car il ne suffit pas de détenir la puissance si on ne l'utilise pas, ou mal. Depuis sa fondation en 1898, L.o. n'a cessé de perfectionner son organisation, d'augmenter sa force, de diversifier ses lieux d'intervention : négociations salariales ou non, sécurité du travail, législation, loisirs, éducation permanente, caisses de soutien, etc. Sans oublier l'énorme poids politique pris grâce à l'osmose avec le Parti social-démocrate à travers qui, d'une certaine façon, L.o. a plus ou moins gouverné la Suède.

Mais quelques-unes des caractéristiques de L.o.-centralisation, stricte discipline, perte du contact avec la base malgré les « délégués de contact » et les sondages d'opinion auprès des adhérents sur les revendications — lui ont joué un fort mauvais tour en décembre 1969 : 200 mineurs de fer de Kiruna refusèrent un accord signé par L.o. à Stockholm et déclenchèrent une grève qui allait toucher bientôt 5 000 personnes pendant 56 jours. Parmi les motifs multiples et complexes de cette grève sauvage, un était évident : le sentiment d'être mal compris, sinon méprisé, par une bureaucratie syndicale à tous points de vue lointaine.

La direction nationale comprit la leçon. Pas seulement en ce qui concernait les carences de son organisation, mais aussi parce que l'affaire de Kiruna — et celles qui se produisirent encore l'année suivante — révélait une non-participation, une insatisfaction dans le syndicat qui en rejoignait une autre : celle révélée par un sondage affirmant que 80 % des ouvriers s'estimaient menacés dans leur santé par les conditions de travail, autant dénonçaient le travail « à la tâche », à peu près autant réclamaient que leur labeur soit rendu plus attrayant. Le tout revendiquant implicitement dans le sens d'une influence accrue de chacun dans son entreprise.

Il se trouve qu'à la même époque « les politiques » réfléchissaient justement dans cette direction. Les politiques, c'est-à-dire Palme et la jeune équipe qui venaient d'arriver à la fois au gouvernement et à la tête du Parti. Eux aussi sentaient le malaise ambiant. Peut-être que, maintenant, puisque la démocratie politique était solidement ancrée et la démocratie sociale (protection et égalitarisme) très avancée, on pouvait passer à une troisième phase, afin de donner au Suédois sur son lieu de travail les droits qu'on ne lui ménageait pas ailleurs ? Ainsi naquit le concept de « démocratie économique », de démocratie dans l'entreprise, dans l'usine.

Y eut-il malentendu ? Ou faut-il croire que certaines firmes automobiles ont de rudement bons services de relations publiques ? Toujours est-il que, à l'étranger, le grand public eut un temps l'impression superficielle que cette « phase III », cette grande réforme de la condition ouvrière en Suède, se ramenait à l'expérience d'« enrichissement des tâches » menée dans des usines automobiles de Saab-Scania ou plus encore de Volvo, à Kalmar notamment.

L'eau grisâtre de la Baltique vient doucement lécher la muraille du vieux château royal de cette petite ville du Sud-Est où la vie est demeurée celle de la campagne — il arrive qu'au petit jour on croise un renard dans la rue principale... Curieusement c'est dans ce coin de province qu'ont été menées des initiatives plutôt hardies. Là fut, par exemple, particulièrement poussée l'expérimentation de « l'école de base » intégrant totalement le primaire et le 1er cycle du secondaire.

Le choix des cadences

C'est à Kalmar aussi qu'en 1974 Volvo constitua, dans sa nouvelle usine, des équipes de 15 à 25 ouvriers, chacune spécialisée sur une « unité de construction » d'une voiture. Le futur véhicule se déplaçait ainsi d'atelier en atelier sur un chariot d'assemblage : à telle équipe revenait le moteur, à telle autre le système électrique, etc. Avec faculté laissée à chaque « team » de répartir les tâches en son sein — à condition que la rotation finisse pas y avoir lieu — et, dans une large mesure, de décider le rythme de son travail. Un effort complémentaire d'environnement du travail (insonorisation, éclairage très étudié, un vestiaire et un sauna propres à chaque équipe...) accompagnant cette déparcellisation des tâches.

« Notre nouvelle usine est fondée sur une idée très simple, expliquait volontiers Pehr Gyllenhammar, P.d.g. de Volvo. L'idée que les gens éprouvent le besoin d'appartenir à un groupe et qu'ils doivent pouvoir s'identifier à leur travail... Mais si le principe de la réforme n'est pas original, en revanche les solutions que nous expérimentons sont nouvelles. On restitue à l'ouvrier une certaine liberté. Il n'est plus lié à une chaîne car la chaîne n'existe plus. L'ouvrier devient maître du flux des matériaux. Il s'agit de donner aux gens des tâches plus variées, comme celles des artisans autrefois. L'artisan prenait des décisions tout le temps, jugeait seul s'il avait besoin de plus de matériaux, d'outils différents, etc. Notre système nous donne la possibilité de retrouver une telle situation ».

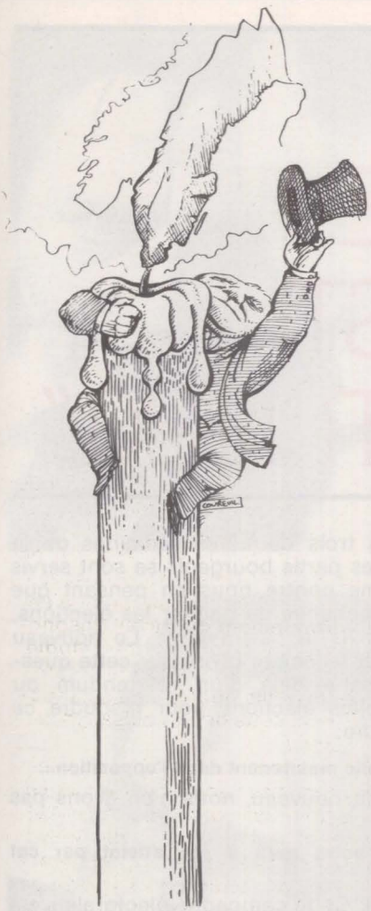
Personne n'a eu la naïveté de croire que ces messieurs de

TROIS PAS EN SUEDE

* **Olof Palme : « Le rendez-vous suédois — entretiens avec Serge Richard » (Stock).**
La philosophie politique et quelques souvenirs du leader du Parti suédois — « L'Unité » en avait proposé un extrait dans son n° 216.

* **Ulla Jeanneney : « Le socialisme suédois : une expérience » (Hatier).**
Un « profit d'actualité » en petit livre de poche où l'on pourra retrouver aisément les grands thèmes de la vie politique et sociale en Suède.

* **Gabriel Ardant : « La révolution suédoise » (Robert Laffont).**
Par un économiste et sociologue qui fut le co-auteur de Pierre Mendès France pour « Science économique et lucidité politique, un ouvrage fort intelligent qui s'est concentré sur les grands objectifs qui ont été et demeurent ceux du « Mouvement » suédois, sur les forces et les faiblesses de sa démarche, sur ce qu'a et ce que n'a pas de spécifique l'expérience menée 44 ans durant. L'introduction d'Ardant se voulait-elle prémonitoire lorsque, écrite en mai dernier, elle disait : « Imposer des réformes dont la population ne ressent pas le besoin, c'est susciter dans l'organisme social l'apparition de ces anticorps, c'est-à-dire de ces mouvements de résistance au changement, sinon de réaction violente, qui finissent par trouver l'audience d'une large partie de la population, par mettre fin aux révolutions les plus justifiées » ?



Volvo — qui, il y a un an, ont d'ailleurs récidivé pour leurs tracteurs à Ballby, avec chariot sur coussin d'air — en avaient eu assez de pleurer la mort lente de leurs O.s. sur les chaînes : en fait, il s'agissait surtout de remédier à l'absentéisme croissant, et aussi à l'inflation galopante (jusqu'à 50 %!) du taux de renouvellement du personnel — toutes choses liées à la « parcellisation », au « travail en miettes ». Or, les gains de productivité ont presque totalement compensé, pour la comptabilité patronale, les coûts supplémentaires ! « Il serait ridicule de nier qu'en soi la disparition de chaînes constitue toujours un progrès, commente un militant de L.o. Mais l'intérêt essentiel de l'expérience — qui n'est d'ailleurs pas spécifique à la Suède — apparaît ailleurs : dans la façon dont le syndicat y a été associé à tous les stades depuis sa planification, il y a presque cinq ans ».

Autant d'armes

Plus décisif semble l'imposant arsenal législatif dont L.o. et le Parti social-démocrate ont doté le mouvement ouvrier entre 1972 et septembre dernier. Et qui, lui, touche à l'essentiel : à la question du pouvoir dans l'entreprise.

La première de ces lois, promulguée il y a quatre ans, permettait aux syndicats d'envoyer deux représentants (avec voix délibérative) au conseil d'administration de l'entreprise ; c'est peu, mais c'est une bonne filière d'information, et de formation, en attendant mieux... La loi suivante fit plus de bruit : elle donne aux délégués à la sécurité le droit de stopper net la production s'ils jugent qu'il se passe quelque chose de dangereux physiquement ou psychologiquement. Les patrons étant, de plus, obligés de les consulter pour toute modification d'installations ou d'équipement.

Le Riksdag (Parlement) vota en 1974 plusieurs autres textes dont l'un protégeait les travailleurs âgés ou malades et un autre les délégués syndicaux : ils contenaient cette clause étonnante qu'un salarié licencié, si le syndicat conteste la validité de la mesure et en attendant que la Cour du travail se prononce, gardera son emploi ! La même clause de la priorité au point de vue syndical, en cas cette fois de litige sur le contenu d'une convention collective, se retrouve dans la « loi sur les relations entre employeurs et salariés » ; ainsi que l'obligation pour les patrons de procéder à toute demande d'information ou toute étude réclamées par les syndicats.

Appropriation collective

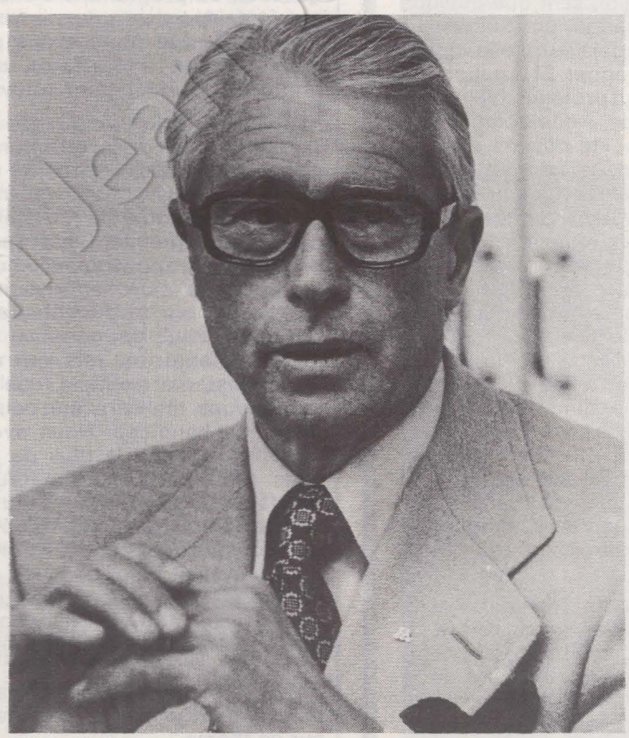
« L'esprit des lois », en l'occurrence, apparaît vite : il s'agit de donner des pouvoirs aux syndicats et de rogner ceux du patronat. C'est ce qui a culminé avec « la bataille du paragraphe 32 » : un passage des statuts du C.n.p.f. suédois affirmant que « l'employeur a le droit d'engager ou de licencier des ouvriers selon son libre arbitre... », ce qui n'est déjà plus vrai,... « ... ainsi que de diriger et de répartir le travail », ce qui ne le sera bientôt plus : le 1er janvier prochain entrera en vigueur une loi votée en juin qui assure, par l'intermédiaire des syndicats, la « codétermination des salariés » non seulement sur leurs conditions de travail, mais aussi sur des questions de gestion, de technologie et de production. Autant d'armes au profit du pouvoir syndical.

De la concertation à la codé-

→



Torbjorn Falldin, premier ministre et leader du Parti du centre.



Gösta Bohman, leader du Parti conservateur et ministre des Finances.



Manifestation anti-nucléaire, organisée par le Parti du centre.



La gauche et le pouvoir en Europe

→

termination, à travers ces défis à l'autorité l'on sent que quelque chose change en Suède. La droite sait déjà ce qu'elle va s'efforcer de rogner. Et la gauche ce qu'il lui faut protéger, même si le concept de « démocratie économique », de pouvoir des travailleurs dans leur entreprise, est trop riche évidemment pour que — si bien venues soient-elles — ces lois votées par les sociaux-démocrates et les communistes avant leur échec de septembre, arrivent à l'épuiser. Dans le livre *(voir notre encadré)* qu'il est venu à Paris présenter l'autre jour, Palme lui donne une dimension exceptionnelle. Il le confirme dans son interview à « l'Unité » : un des moteurs hier de l'action gouvernementale, la démocratie économique, sera maintenant l'un des maîtres mots de l'opposition.

Sans doute réentendra-t-on bientôt parler aussi, entre le nouveau grand parti d'opposition et la centrale ouvrière, de ce plan un peu vertigineux qu'ils avaient préparé ensemble : le projet Meidner, du nom de l'expert économique de L.O. qui l'ébaucha *(voir les nos 172 et 218 de « l'Unité »)*. Il s'agit, d'ici à 1990 ou 1995, de donner aux travailleurs la possession d'un grand bout de l'économie suédoise et donc, pourquoi pas ? la propriété collective des moyens de production. Sans hâte et sans bruit, par des participations croissantes d'un Fonds d'investissement ouvrier dans les sociétés privées...

Après tout, 1995, pour parler comme à Stockholm, ce n'est pas si loin. Et encore moins 1979, date des prochaines législatives. Car juste après l'année décisive pour les Français, ce sera à la gauche suédoise de se poser à nouveau, devant les urnes, la question du pouvoir.

SERGE RICHARD

OLOF PALME : "LA DEMOCRATIE ECONOMIQUE EST NOTRE BUT POUR 1980"

« L'UNITE » : Plusieurs hypothèses ont été émises pour expliquer votre échec aux élections législatives. Avec quelques semaines de recul, quelle est votre propre explication ?

OLOF PALME : Sans avoir encore une analyse tout à fait précise, on peut émettre deux séries de réflexions. Dans notre échec, il y a d'abord la question du programme d'énergie nucléaire, qui a pu être décisive pour environ 1% d'électeurs marginaux que nous avons perdus. Le nouveau gouvernement a d'ailleurs maintenant les plus grandes difficultés pour trouver une solution à ce problème.

Mais une seconde question se pose : pourquoi n'avons-nous pas remporté une grande victoire alors que nous aurions pu imaginer recueillir 47 ou 48% des suffrages ? A cela, il y a deux explications. La première est que les 44 années de présence au pouvoir de notre parti ont joué contre lui d'abord en raison de l'addition d'un certain nombre de mécontentements et aussi parce que beaucoup de gens se sont dit : pourquoi ne pas donner une fois leur chance aux autres ? C'est ainsi, par exemple, que le plein emploi que nous avons réalisé a été pour nous, paradoxalement, un handicap. Nous avons gagné dans les régions où il y a le plus de difficultés économiques. Mais nous avons perdu là où il y en avait moins et, en particulier, là où il n'y a pas de chômage. Ce n'est pas parce que les gens sont devenus conservateurs, mais ils ont simplement pensé que tout allait bien, que rien de grave ne pouvait arriver et qu'il ne coûterait rien de donner leur chance aux autres. C'est donc parmi ces gens que le thème « il est temps de changer » a trouvé un certain écho. On a mis en avant de tout petits problèmes qui n'avaient pas été résolus. La presse bourgeoise a fait une grande campagne sur ce thème.

D'autre part, la vitalité dont faisait preuve notre parti et sa détermination à aller de l'avant ont sans doute fait peur à certaines gens. La propagande bourgeoise a poussé dans ce sens en cherchant moins à juger notre politique passée qu'à effrayer pour l'avenir. C'est dans cet esprit notamment qu'elle s'est servie de l'argument de l'énergie nucléaire.

— Vous pensez donc que cet argument a pu être déterminant dans votre échec ?

— Absolument. Nous pouvons d'ailleurs le constater dans les statistiques des votes. Cela nous a coûté 1 à 2% des voix ce qui a suffi pour nous faire battre. Ce résultat m'a attristé personnellement, car nous avions instauré un grand débat dans le pays sur l'utilisation de l'énergie nucléaire. Nous voulions consulter la population avant de prendre une décision. Nous avions ensuite défini un programme sur lequel notre parti était unanime. Nous avions obtenu au Parlement une majorité de trois quarts des voix. Et c'est seulement dans les trois dernières semaines de la campagne que les partis bourgeois se sont servis de ce programme contre nous en pensant que c'était leur seule chance de gagner les élections. Mais maintenant ils le paient cher. Le nouveau gouvernement est tellement divisé sur cette question que l'on parle déjà d'un référendum ou même de nouvelles élections pour résoudre ce problème nucléaire.

— Vous êtes donc maintenant dans l'opposition...

— C'est un fait nouveau, nous n'en avons pas l'habitude...

— Est-ce que votre parti a été atteint par cet échec ?

— Pas du tout. Cette campagne électorale s'est déroulée avec un grand enthousiasme dans notre parti. Par rapport aux premiers sondages, nous avons d'ailleurs regagné 5% de suffrages pendant la campagne. Dans les deux semaines qui ont suivi les élections, nous avons reçu 25 000 nouvelles adhésions au Parti...

— Qui compte combien de membres ?

— Entre 900 000 et 1 million, mais environ 600 000 sont des adhérents collectifs, par les syndicats notamment. Il y a entre 250 000 et 300 000 adhérents individuels. Nous avons donc eu 10 % d'adhérents nouveaux en deux semaines ! C'est un signe de bonne santé. J'ai reçu plus de lettres et de télégrammes de sympathie que si nous avions gagné. Je crois que les ouvriers ont voté davantage social-démocrate que jamais. Notre parti est sans doute dans le monde l'un de ceux qui comptent la plus forte proportion d'ouvriers. Les ouvriers suédois ne votent pas pour les autres partis.

— Vous avez déclaré que vous voulez préparer un « programme pour les années 1980 ». Quelles sont les grandes lignes de ce programme, les directions vers lesquelles vous voulez vous orienter ?

— Les circonstances viennent, en effet, de nous faire entrer dans une période de réflexion, ce qui va nous permettre de préciser notre programme. Nous avons commencé, il y a bien longtemps, par instaurer la démocratie politique. Nous avons ensuite développé la démocratie sociale. La troisième étape est la démocratie économique. Nous sommes au début de cette étape qui doit nous permettre de démocratiser l'économie suédoise par la démocratie à l'usine et par la planification des grandes lignes de l'activité économique. C'est maintenant le point central de notre programme : il faut rendre plus clairs les objectifs que nous voulons atteindre et les expliquer à la population.

— Quand vous parlez de démocratie industrielle, vous évoquez l'autogestion. Pouvez-vous préciser votre pensée sur ce point ?

— La démocratie est une question de pouvoir. Il faut donc imaginer et mettre en œuvre un système qui donne un pouvoir réel aux ouvriers, aux salariés en général, dans les domaines qui les







Olof Palme avec Claude Estier et Serge Richard.

concernent quotidiennement : l'environnement, les conditions de travail, les questions de personnel, la planification dans le cadre de l'entreprise, etc.

Mais, pour nous, la démocratisation ce n'est pas seulement l'autogestion. Car il y a trois parties intéressées à la marche d'une entreprise : il y a les ouvriers dont le travail justifie qu'ils reçoivent des pouvoirs ; il y a aussi les capitaux, individuels ou collectifs ; il y a enfin la société elle-même qui est intéressée à la vie de chaque entreprise car l'entreprise ne peut pas se développer en dehors de la société. Il faut donc trouver un équilibre entre ces trois catégories d'intérêts et c'est ce que nous recherchons dans notre programme.

— L'une des questions que nous nous posons quand on parle d'autogestion en Suède, comme vous venez de le faire, est de savoir s'il est possible de donner réellement plus de pouvoirs aux travailleurs sans toucher aux structures d'une économie qui reste de type capitaliste.

— Il y a deux conditions. La première est de mettre en œuvre un contrôle populaire des grandes lignes de l'économie, et assurant le plein emploi, le développement régional, la redistribution des biens, le progrès technique, etc. Nous retrouvons là cet équilibre recherché : plus de pouvoirs pour la société par la planification démocratique et plus de pouvoirs très décentralisés au niveau de l'entreprise. Il faut donc, c'est la seconde condition, que les travailleurs obtiennent une participation dans la formation des capitaux dans l'industrie privée, ce qui leur donnera un pouvoir réel. C'est le seul moyen de détruire la grande concentration capitaliste qui existe dans le secteur privé en Suède. Nous n'avons pas encore trouvé la solution, on en discute beaucoup dans les syndicats et la propagande bourgeoise a utilisé ces discussions pour faire peur pendant la campagne électorale. Mais nous sommes convaincus que, pour garder la vitalité de notre industrie, il est nécessaire de faire participer les ouvriers, les salariés à la formation des capitaux. Nous n'y sommes pas encore, mais nous y arriverons en 1980.

— La social-démocratie suédoise était naguère très à la mode en France, mais chacun cherchait à la tirer à soi. Pouvez-vous la définir vous-même et peut-être en marquant ce qui la différencie de la social-démocratie allemande ou du travaillisme britannique ?

— Si l'on compare le programme de notre parti avec celui de Bad-Godesberg du S.p.d., il y a certaines ressemblances, mais le nôtre va plus loin dans le sens de l'intervention de l'Etat dans l'économie de l'égalisation des revenus, de la solidarité avec le tiers monde. Chez les travaillistes britanniques, il y a ce débat presque théologique sur les nationalisations que nous n'avons pas eu chez nous.

— Vous ne discutez pas de nationalisations ?

— Si, on en discute et on les fait si c'est nécessaire. Nous considérons les nationalisations comme une méthode et pas comme un but.

— Dans le programme pour les années 1980, envisagez-vous de nationaliser certains secteurs ?

— Peut-être. En fait, toutes les grandes entreprises suédoises sont nationalisées car, lorsqu'elles ont des difficultés, elles se tournent vers l'Etat. C'est ce qui arrive par exemple, avec les chantiers navals...

— Donc vous n'excluez pas le principe de telle ou telle nationalisation...

— Non, pas du tout. Nous ne sommes pas du tout contre le principe de la nationalisation. C'est pour nous une question d'ordre pratique.

— Compte tenu des différences et des ressemblances, vous sentez-vous plus proche, au sein de l'Internationale socialiste, du S.p.d. ou du P.s. français ?

— Nous avons de vieilles relations avec le Parti allemand. Willy Brandt a résidé en Suède pendant toute la guerre, cela crée des liens. Nous avons eu aussi pendant longtemps des relations très proches avec le Parti français. Le fondateur de notre parti, Branting, était un ami de Jean Jaurès. Mais pendant les années 1950 et 1960 nous avons perdu le contact. Aujourd'hui, je me réjouis beaucoup que le Parti socialiste français ait retrouvé non seulement une grande force en France, mais aussi une grande activité dans le domaine international, ce qui nous a permis au cours des dernières années de fructueux contacts qui, je l'espère, s'approfondiront encore dans l'avenir.







Dans l'usine Volvo, à Goteborg.



Montage complet d'un moteur par trois ouvrières à l'usine Saab-Scania.

MIERY (JURA) : LE VILLAGE AU-DESSUS DU GOUFFRE

Miéry est un village du Jura, un village comme les autres. Perché sur la colline, avec ses rues boueuses à l'automne, ses jardins potagers et ses maisons solidement campées sur des murs épais, des murs comme on n'en fait plus beaucoup. Et le voyageur de passage ne pourrait se douter que, derrière ces murs, des gens vivent dans la peur.

Les 137 habitants de Miéry, en effet, sont convaincus que leur village est appelé à disparaître dans un avenir proche. Peut-être brutalement. Plus probablement de mort lente. Un village qui meurt ? Un de plus, diront certains, il n'y a pas de quoi en faire une histoire... Exode rural, exploitations agricoles non rentables : le processus est connu. Mais, à Miéry, ce n'est pas cette mort « naturelle » que l'on redoute. Au cœur d'un terroir agricole réputé excellent, le village bénéficie de la proximité de Poligny, une petite cité en expansion, et d'un environnement industriel favorable au maintien des jeunes. Et, pourtant, personne ici ne se risque à parier sur l'avenir.

Car Miéry a le tort d'être situé au-dessus d'un gisement de sel. Un gisement qui, depuis 46 ans est exploité par une multinationale belge, la société Solvay. Le procédé d'exploitation est simple : on injecte de l'eau dans le banc de sel et, au bout du circuit, on pompe la saumure (l'eau saturée de sel). C'est aussi le procédé le plus économique. Un million de tonnes de sel est ainsi extrait chaque année. Seulement, à la place du sel, il reste une cavité. Et lorsque la voûte de cette cavité lâche, il se produit çà et là des effondrements à la surface du sol. Pour éviter le « pépin », les Etablissements Solvay tentent de racheter les terrains menacés avant que les effondrements n'aient lieu. « Nous ne sommes pas obligés d'acquérir le sol, juridiquement nous pourrions nous contenter de la concession du sous-sol », explique un des responsables locaux de la société belge. Mais si cela permet de limiter les risques d'accident, c'est autant de terres agricoles perdues... C'est ainsi que, marchant à travers champs et bois de Poligny à Miéry, le promeneur se heurte à d'imposantes barrières de barbelés ponctuées de pancartes peu rassurantes : « Zone des effondrements, danger permanent ».

Un magnifique geyser

De fait, les environs subissent, davantage chaque année, les conséquences de la surexploitation du sous-sol : affaissements de terrain, trous, fissures, etc. « Nous contrôlons ces phénomènes, affirme Miller, ingénieur à l'usine de Tavaux, nous savons où et quand ils vont se produire et nous prenons les mesures qui s'imposent ».

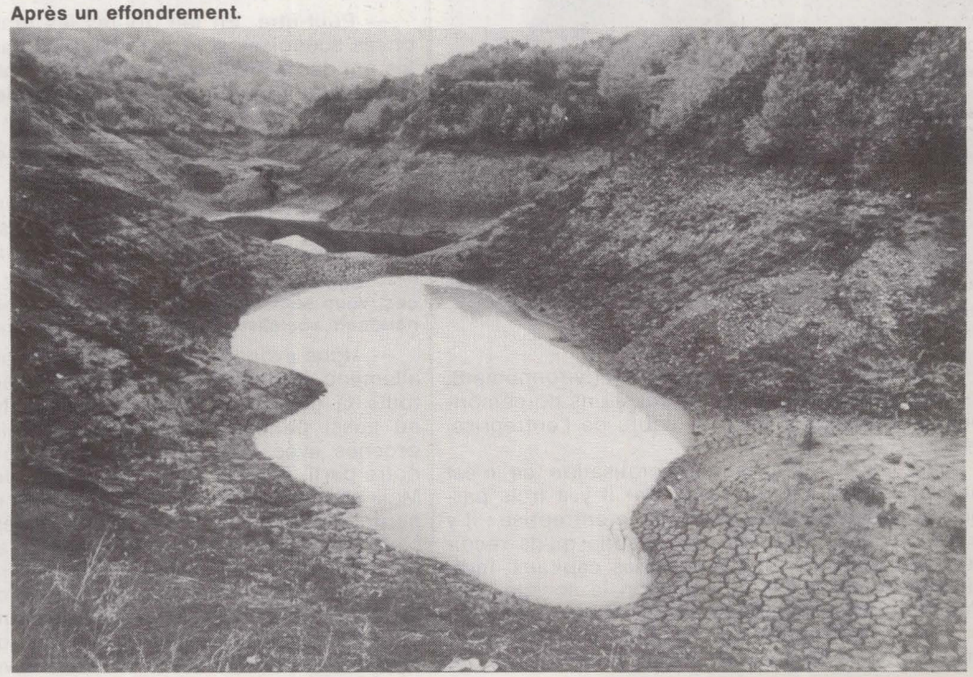
Ce qui n'empêche pas quelques sceptiques de se poser des questions. Par exemple : est-on sûr de connaître précisément les limites des cavités souterraines ? Peut-on prévoir exactement les réactions en chaîne que risquent de provoquer ces cavités notamment sur l'emplacement des nappes phréatiques ? Certains incidents montrent que non. C'est ainsi qu'en 1970 un magnifique geyser a jailli dans une zone considérée comme « sûre » par les « spécialistes » des Etablissements Solvay...



Le plus inquiétant dans l'affaire demeure qu'il est impossible de contrôler les dires des responsables de Solvay : ce sont eux qui effectuent les relevés topographiques, eux qui en communiquent les résultats au service des Mines, eux qui détiennent les dossiers. Quant à l'ingénieur des Mines, il s'estime lié par le secret professionnel : « Je veux bien parler, dit-il, mais avec l'autorisation du préfet et du ministre ».

Or, l'exploitation sauvage du sous-sol par le groupe Solvay n'a pas pour seule conséquence la dégradation croissante de l'environnement naturel : à Miéry comme à Poligny, ce sont les droits des habitants qui sont

Après un effondrement.



menacés — droit à la sécurité, mais aussi droit de propriété...

C'est à Miéry que la situation est la plus grave. Depuis trois ans, des phénomènes bizarres ont lieu : telle maison est descendue de 60 cm, l'église ne tient plus que par des cerclages de fer, des fissures sont apparues sur presque toutes les façades, la route n'est plus au même niveau... Et, la nuit, on entend parfois d'étranges grondements. On imagine, dans ces conditions, les craintes de la population du village. Bien sûr, les habitants de Miéry se sont plaints. Et, logiquement, ils ont demandé à la société Solvay de réparer les dommages occasionnés. Car, sans même évoquer le risque d'un accident grave, les intérêts immédiats des habitants sont lésés : non seulement leurs maisons sont détériorées, mais encore il est devenu impossible d'espérer vendre sa maison et personne ne prend le risque d'investir.

« Pour construire une étable moderne, il faudrait que j'emprunte sur vingt ans au moins, explique un agriculteur. Or qui sait ce qui peut arriver d'ici là ? » Mais la firme a toujours refusé, contre toute vraisemblance, de reconnaître sa responsabilité.... Pourtant, c'est un architecte des Etablissements Solvay qui, plusieurs fois par mois, se rend sur place pour contrôler l'évolution de la situation. Et, ici et là, l'entreprise a accepté d'effectuer des travaux de consolidation. Mais sans jamais admettre sa responsabilité, aveu qui ouvrirait la voie à des demandes d'indemnisation globale. « Lorsque nous faisons des réparations à telle ou telle maison, nous demandons au propriétaire de signer une décharge précisant que Solvay n'engage pas sa responsabilité, explique Miller. Mettez-vous à notre place, n'en feriez-vous pas autant ?

Prisonnier du village

Ces mesures partielles permettent non seulement d'esquiver une réelle indemnisation, mais aussi de diviser les habitants du village. L'épisode du comité de défense est significatif. Ce comité avait vu le jour en 1972 pour tenter de s'opposer aux projets d'extension de la concession accordée à Solvay : l'entreprise désirant acquérir les terres au-dessus de la concession, trois exploitants agricoles de Miéry ont été gentiment priés de céder la place... Ce qu'ils se sont refusés à faire, devenant dès lors les principaux animateurs du comité de défense. Mais très vite Solvay, aidé par la Safer locale, parvenait à les faire changer d'idées, en leur proposant un très bon prix pour leurs terrains. « Maintenant le comité de défense est disloqué et chacun essaie de s'en tirer tout seul », raconte un habitant de Miéry. Et seul contre une entreprise de taille multinationale, cela ne donne pas grand-chose...



Etais pour soutenir les maisons lézardées, à Miéry.





La plupart des demandes de réparations reçoivent en effet une fin de non-recevoir, justifiée par les arguments les plus farfelus. Tel cet habitant qui, faisant constater à l'architecte employé par Solvay les fissures apparues subitement dans une cave voûtée vieille de plusieurs siècles, s'est entendu répondre : « Ce sont les racines du poirier d'à côté.. » Ailleurs, c'est le linteau d'une fenêtre qui se fend et le témoin posé sur cette fissure s'est lui aussi fendu. Réponse de l'architecte : « Il suffit de murer la fenêtre ! »

Quel avenir à Miéry ? L'un des adjoints au maire résume le désarroi de tous : « Je pense rester ici jusqu'à la retraite et même après : nous y serons sans doute contraints, car nous avons une maison et personne pour l'acheter, pas même Solvay. Ils n'ont pas les moyens d'indemniser les habitants de Miéry, ça serait dommage de grever leurs bénéfices pour des pauvres paysans ! Alors non seulement on risque des accidents, mais en plus on est prisonnier du village... »

A Poligny, les problèmes n'ont pas cette acuité : ils ne concernent pas les habitations, mais seulement les terres. Sur les renseignements fournis par Solvay, l'ingénieur des Mines a en effet déterminé une zone rouge, déclarée dangereuse et frappée de servitude non aedificandi. Du jour au lendemain, ces terres valaient donc dix fois moins que celles restées constructibles... De deux choses l'une, estiment les propriétaires concernés : ou bien cette zone est réellement dangereuse et, dans ce cas, il est évident que c'est du fait des activités de Solvay ; dès lors, cette entreprise doit nous indemniser au prix antérieur des terres. Ou bien le danger n'est pas prouvé et l'interdiction de construire n'est plus justifiée... Mais Solvay nie toujours sa responsabilité, à Poligny comme à Miéry et le service des Mines qui détient les dossiers se borne à « ouvrir un parapluie » sans pour autant indiquer qui est responsable...

« Nous ne contestons pas à une entreprise le droit d'exploiter les richesses naturelles, précise Masson, secrétaire de la section socialiste de Poligny, mais à notre avis cela ne doit pas justifier la mort d'un village »... « Nous réclamons l'accès à tous les dossiers et l'indemnisation totale des préjudices subis », déclare Alain Brune, un autre militant. L'affaire sera ici au centre du débat lors de la campagne « Cadre de vie » et, bien sûr, lors des prochaines élections municipales et législatives.

Dès la première réunion du Conseil général après les élections cantonales de mars, Jean-Paul Girod, le nouveau conseiller général du P.s., avait déjà posé le problème et demandé la création d'une commission d'enquête départementale. Réponse du préfet : « Il s'agit d'une affaire entre personnes privées, le département n'a pas à s'en mêler »...

MARIE-JOSEE BERNARDOT

découvrez la fascinante épopée de l'HUMANITE EN MARCHE



Profondément originale par sa conception, son esprit, le choix de ses collaborateurs et sa réalisation même, l'Humanité en marche présente, en une vaste fresque, prodigieusement documentée, l'histoire objective et cohérente de tous les mouvements révolutionnaires, populaires et démocratiques du monde entier de 1789 à nos jours. Groupant des savants, des historiens, des écrivains, des journalistes, des universitaires, mais aussi des syndicalistes et des militants issus de tous les horizons de la pensée démocratique, cette édition constitue un apport historique irremplaçable, indispensable à tous ceux que les questions politiques et sociales d'aujourd'hui ne laissent pas indifférents.

une formule d'édition moderne au service des plus légitimes aspirations de l'homme

pour la première fois en effet et grâce à sa conception collective et véritablement démocratique, cette fabuleuse histoire des "conquêtes de justice et de liberté" est traitée en un tout homogène et cohérent sans escamotage ni complaisance. Au sein de cette réalisation, chaque volume comprend une vaste préface, suivie d'une passionnante étude historique largement documentée et d'un grand roman classique ou contemporain choisi en fonction du thème développé dans le volume.

les espoirs et les luttes des hommes de tous les pays : une évocation sincère et passionnée

1789 - 1793 - 1830 - 1848 – La Commune de Paris – l'Amérique latine en lutte – les révolutions chinoises - le front populaire – l'Afrique aux prises avec l'esclavage – la Résistance – les chrétiens et les révolutions - la femme face aux sociétés – l'école démocratique – la jeunesse – les grandes conquêtes ouvrières - la révolution d'octobre – la liberté de la presse...

la collaboration prestigieuse d'hommes éminents

qui ont en commun le respect de la dignité de l'Homme et foi dans l'avènement d'une société plus juste. Parmi ceux-ci : Don Helder Camara, Jean Cassou, Aimé Césaire, Jacques Chambaz, Bernard Clavel, Jean Cornec, Eugène Descamps, Albert Ducrocq, Jean Elleinstein, Marc Ferro, Benoît Frachon, Jacques Guyard, Armand Lanoux, Stellio Lorenzi, Jacques Mitterrand, Max Pol-Fouchet, Jean Poperen, Roger Quilliot, Jean Rostand, Léopold Sédar Senghor, Albert Soboul, Haroun Tazieff, Vercors, etc.

deux cents ans de luttes à travers le monde

le récit passionnant d'un effort constant des hommes vers une société plus juste, plus fraternelle, à la lecture duquel vous comprendrez mieux le présent et pourrez mieux imaginer l'avenir.



PHOTOS KEYSTONE – ROGER VIOLLET – GAMMA

MICHEL REDON / CONSEIL

une édition de qualité

Chaque volume, composé dans un beau caractère moderne, bénéficie d'une mise en pages claire et harmonieuse.
L'étude historique constituant la première partie de chaque tome est largement illustrée de documents anecdotiques souvent méconnus.
Le roman constituant la seconde partie est enrichi de belles illustrations originales en couleurs. L'ensemble tiré sur grand vélin bouffant d'édition, est relié plein Reluskin et orné, sur le premier plat, d'un motif symbolique original dû au talent de Jean Colin.

les éditions Martinsart vous offrent la possibilité d'une information privilégiée. N'hésitez pas à leur retourner le bon ci-contre après l'avoir bien lisiblement complété.

conformément à votre proposition, je souhaite recevoir gratuitement et sans aucun engagement de ma part une information documentée, précise et complète sur "Liberté-Égalité-Fraternité – l'humanité en marche".

NOM _____

prénom _____

adresse complète _____

_____

date _____ *signature*

à retourner aux
Éditions MARTINSART
58, rue des Capucins
41200 ROMORANTIN

changer la vie quotidienne

A L'EST RIEN DE NOUVEAU

L'Est parisien pleure toujours misère, constatant que les disparités avec l'Ouest ne cessent de s'accentuer. Si la population se répartit pour moitié dans les deux secteurs, l'emploi reste pour les deux tiers concentré à l'Ouest.

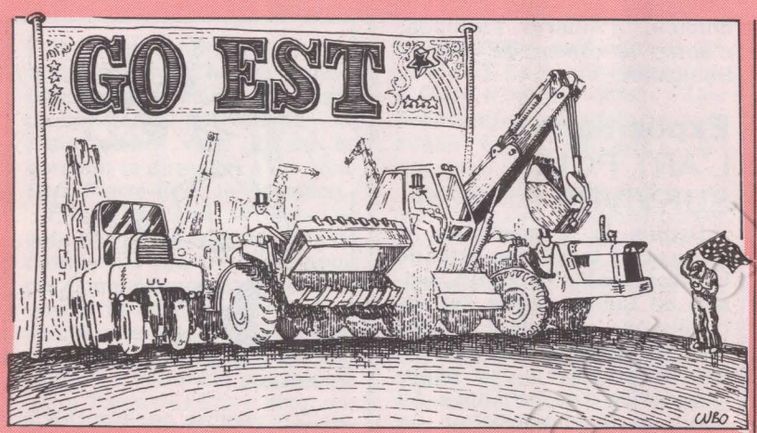
La Chambre de commerce et d'industrie de Paris lance donc une campagne pour attendrir les industriels soucieux de se « déconcentrer ». Elle lance un cri d'alarme, le même depuis 15 ans... En espérant que la nouvelle autoroute A 4 va attirer les emplois malgré la « regrettable affaire » du péage.

Constatant la désaffection de l'Etat pour l'Est parisien, regrettant que les zones industrielles restent vides, faisant le décompte du sous-équipement de la région et la faiblesse des ressources des collectivités, la Chambre de commerce et d'industrie continue à espérer. Elle met surtout l'accent sur la ville nouvelle de Marne-la Vallée, si bien que les autres secteurs, qui eux, n'ont ni l'A 4 ni l'espoir du R.e.r. ont tendance à se sentir délaissés. Pour eux, on parle de « centres restructurants »...

A l'heure où les bureaux de la Défense se bradent, où les impératifs d'aménagement du territoire jouent plutôt en faveur de la province, n'est-il pas trop tard pour l'Est ?

LES MEDIAS AU PROFIT DE QUI ?

Réuni à Caen, du 4 au 6 novembre, le 16e congrès de l'Association française de criminologie que préside le Pr Roumajon avait pour thème de réflexion « Délinquance et mass media ». La plupart des intervenants ont admis qu'il était difficile d'imputer à la presse une responsabilité directe dans l'accomplissement de tel ou tel acte criminel. Sans doute la radio et la télévision ont-elles, plus encore que la presse écrite, un rôle d'amplificateur, mais il reste problématique d'en définir précisément la portée.



Qui pourrait en revanche nier la place prise par les médias dans la montée d'un climat d'inquiétude dû, notamment, à la répercussion souvent complaisante des chiffres discutables divulgués, dans un but bien précis, par le ministère de l'Intérieur ? En fait, les participants au congrès ont pu avoir le sentiment de rester sur leur faim. Cela tient pour partie à ce que la réflexion n'a pas porté sur tout ce qui, à côté de l'information stricto sensu, conditionne l'opinion publique et participe de l'idéologie dominante. Les dissensions politiques déjà perceptibles entre les divers participants n'auraient alors fait que s'aggraver.

LES MUTUALISTES PASSERONT !

Pour la quatrième fois cette année le Conseil d'Etat s'est prononcé pour l'ouverture d'une pharmacie mutualiste, à Brest cette fois. La Fédération nationale de la Mutualité (F.n.m.f.) dénonce le blocage que rencontrent les dossiers au niveau du ministère alors que sur 18 000 pharmacies, 57 seulement sont mutualistes... Mais le gouvernement préfère céder aux pressions d'organisations professionnelles plutôt que d'appliquer la loi.

AQUITAINE : CECOREL OU LA HENIN

Qu'adviendra-t-il des aménagements sociaux et de l'opération expérimentale prévus à Port d'Albret ? Situé sur les territoires de Vieux-Boucau et de Soustons, le projet de Port d'Albret s'inscrit dans le cadre de la 9e unité principale d'aménagement de la Côte Aquitaine. Ce projet avait fait l'objet d'études particulièrement novatrices du Cecorel. Refusant d'enfermer le tourisme social dans un ghetto, le Cecorel s'est prononcé pour l'implantation diffuse de 3 000 lits sociaux sur l'ensemble du territoire de Port d'Albret. Il proposait aussi des équipements fonctionnant toute l'année, créateurs d'emplois et ouverts à la population locale et régionale.

Puis la banque la Henin est arrivée. Et elle a signé un protocole d'accord de 6 mois avec les 2 communes concernées, le 14 avril 76, qui inquiète beaucoup le Cecorel. Le protocole vient à expiration le 18 novembre. A cette date, la Henin soumettra des propositions concrètes d'aménagement aux communes.

Nous saurons alors si les craintes du Cecorel étaient justifiées et si le tourisme social à Port d'Albret est ramené à la portion congrue. Affaire à suivre...

STOP-NOGENT

N'oublions pas le projet de centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine. Tout le monde est contre, sauf notables et ministres. Une grande manifestation à la Mutualité, le 28 novembre à 20 h 30, regroupera plus de 60 groupes de la région parisienne opposés à ce projet.

LE SUICIDE DE RENEE

Un suicide résulte toujours d'un faisceau de causes, celui de Renée Boudouresque comme les autres. Mais qui pourrait douter que le dénuement matériel total dont souffrait cette enseignante au chômage a joué dans son geste un rôle déterminant ?

Le 6 octobre, interpellé par Louis Mexandeau, René Haby avait répondu que les maîtres auxiliaires non réengagés à cette rentrée percevraient 90 % de leur traitement, s'ils avaient deux ans d'ancienneté. Quelques jours plus tard, il avait précisé, grand seigneur, au même Mexandeau que les M.a. moins anciens, même n'ayant effectué qu'un service partiel, seraient indemnisés à 60 %. Mais Renée Boudouresque n'avait, elle, été employée qu'à des remplacements occasionnels. Elle n'a donc rien perçu.

Qu'aurait fait un ministre correct devant pareille affaire ? Il aurait reconnu sa responsabilité, ou honteux, se serait tu. Qu'a fait Haby ? Il a rappelé que Renée Boudouresque était « mal notée », qu'on lui avait « fait comprendre que l'enseignement n'était pas sa voie », et d'ajouter qu'on ne peut pas employer pour l'enseignement des gens « qui n'ont pas les qualités requises ».

Première question : comment peut-on oser juger la compétence d'une jeune enseignante au bout de quelques semaines de remplacement ? Deuxième question : les chômeurs « incompétents » doivent-ils mourir de faim ? Troisième question : qui engage sans les former pédagogiquement des auxiliaires sous-payés, et pourquoi ?

Haby n'a pas répondu à ces questions. Quel homme est-il donc, cet impudent donneur de leçons qui se permet de cracher sur une tombe ouverte ? Ouverte par lui.

changer la vie culturelle

Musique
DES CORDES OU SE PENDRE

Dans le non-« classique », ingrat instrument que le violon. C'est pourtant à lui que l'on doit le meilleur musicien européen, peut-être, de la nouvelle musique : Jean-Luc Ponty. Qui plus est, un artiste conscient de ses responsabilités : il vient d'annuler — fait rare — une tournée qu'il estimait mal organisée par un show-businessman pas assez sérieux. Il faudra donc se contenter de l'écouter sur disque (Wea-Atlantic 50 228) faire naître de son instrument — tantôt électrique, tantôt acoustique — une bien belle « Aurore ».

Ponty dit d'une voix neuve des choses neuves. Ça n'interdit pas de les dire plus traditionnellement sur ce même instrument dont il serait sot de croire qu'il ne convient pas au jazz. Qu'on écoute Stéphane Grappelli : qu'il soit enregistré en public, à Londres (disque Club socialiste du disque) ou en pleine « Violinspiration » dans un studio allemand (M.p.s. 20-22545-3), l'invention musicale est prodigieuse. Aussi constante que jadis avec Django Reinhardt, auquel R.c.a. consacre un coffret (FXM 3-7055) qui fait « swinguer » Trenet autant qu'Ellington, et le Club socialiste du disque un album Django de 12 pièces joliment ciselées.

S.R.

Cinéma
DEUXIEME FESTIVAL DE PARIS

Du 13 au 19 novembre, le deuxième Festival cinématographique international de Paris présente cinq films importants inédits en France : « Cœur de verre » de Werner Herzog ; « Lo scotone scientifico » de Luigi Comencini, avec Sylvana Mangano et Bette Davis ; « Todo Modo » de Elio Petri, d'après le roman de Leonardo Sciascia, avec Marcello Mastroiani, Gian Maria Volonte, Michel Piccoli et Renato Salvatori ; « Caro Michelo » de Mario Monicelli, avec Delphine Seyrig ; et « Cœur de chien », d'Alberto Lattuada, d'après le roman de Mikhaïl Boulgakov.

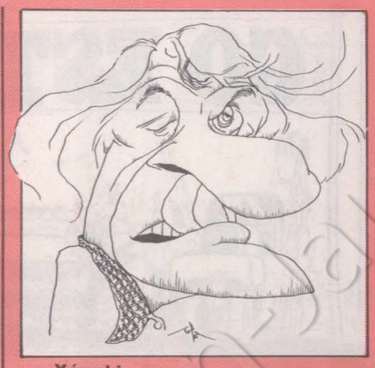
Expositions
L'ART POUR SURVIVRE

Depuis le 4 novembre et jusqu'au 19, la salle des Actes de la Maison de l'Unesco (125, avenue de Suffren, Paris 7e) accueille une exposition présentée par l'Association France-Amérique Latine : « Art populaire chilien d'aujourd'hui ». Au cœur de la manifestation un seul problème : le lien entre l'art populaire et la réalité du Chili d'aujourd'hui. Les organisateurs de l'exposition rapportent ce que leur ont dit les femmes du quartier de Macul à Santiago : « Quand les dernières ressources sont épuisées, quand la misère frappe doucement à la porte, quand la faim est devenue l'ennemie journalière, quand survivre est devenu le seul horizon, il faut faire quelque chose, agir, ne pas tendre la main, ne pas démissionner. Alors on ira dans les usines récupérer des chutes de tissu, des morceaux de toile de jute... qu'on commencera à travailler modestement, en comparant avec les ouvrages faits par les professionnels, en améliorant sans cesse notre manière de nous exprimer. »

La vérité est là : le peuple chilien « se fait artiste » non seulement pour dire sa douleur et sa colère, mais surtout pour survivre : la vente des objets d'art populaire servira à améliorer l'ordinaire des cantines populaires dans les bidonvilles quadrillés par les sbires de Pinochet. A Santiago, l'art est devenu une arme du combat pour la vie.

Festivals
MUSIQUE CONTEMPORAINE A METZ

C'est en 1972 qu'a eu lieu la première édition des Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz. Du 18 au 22 novembre, ce seront les 5e Rencontres. En cinq jours, il y aura dans la capitale de la Lorraine 13 concerts et deux conférences, 26 compositeurs joués, 19 créations, dont 13 créations mondiales. Stockhausen et Xenakis seront présents. « Sirius », la dernière œuvre de Stockhausen, sera exécutée six fois. Seront également représentées des pièces de György Ligeti, Luigi Nono et John Cage. Des exécutants renommés seront de la fête : le Groupe de recherche musicale de l'Ina, le Quintette Ars Nova, le Groupe instrumental européen, l'Ensemble 2 e 2 m, etc.



Xénakis.

Livres
LE CLUB DU COMBAT CULTUREL

Un club du livre pas comme les autres : le Club du combat culturel. Il vient d'être créé par les Editions Pierre-Jean Oswald avec l'appui et la participation des Editions Seghers, des Editions Christian Bourgois, du « Magazine littéraire », des « Nouvelles littéraires » et de « la Quinzaine littéraire ».

Pourquoi ce club ? Pour quoi faire ? La réponse est claire : « Pour la défense de la création littéraire par sa diffusion. » Car une certaine édition est menacée de mort pour cause de non-rentabilité : l'édition littéraire. Deux exemples récents : à la fin 1975, les Editions Oswald ont failli disparaître ; en avril 1977, la collection Lettres nouvelles de chez Denoël, dirigée par Maurice Nadeau et Geneviève Serreau, disparaîtra — ainsi en a décidé le groupe Gallimard. Il fallait donc faire quelque chose. Pour partir en guerre contre le règne du best-seller. Pour sauver l'édition littéraire et, par là même, éviter la disparition de centaines d'écrivains : romanciers, nouvellistes et poètes. Pour ce faire, un moyen : mettre la vente par correspondance au service des auteurs, l'extirper des mains des commerçants. C'est maintenant chose faite. D'autres éditeurs projettent de rejoindre Oswald, Seghers et Bourgois. Dans l'immédiat, le Club du combat culturel permet à chacun d'acheter des livres par correspondance, en bénéficiant d'une réduction de 40 % sur les prix « commerciaux » habituels. Pour en profiter, il suffit d'adhérer au Club et de choisir dans le catalogue du Club parmi les 600 titres qui y figurent déjà. Pour tous renseignements (bulletin d'adhésion et catalogue), une adresse : Club du combat culturel, 7, rue de l'Ecole Polytechnique, 75005 Paris. Et un téléphone : 033.90.07. C'est l'avenir de la littérature qui est en jeu.

DU COTE DE CHEZ NOIROT

Aujourd'hui rédacteur en chef et directeur de « Politique hebdo », Paul Noirot a été, entre 1943 et 1969, membre du P.c.f. Résistant actif, déporté, journaliste communiste, il fut l'un de ceux qui tentèrent, avec des succès inégaux, d'amener le monolithique « parti de Maurice Thorez » à s'interroger sur le monde et à apporter des réponses nouvelles. La revue « Démocratie nouvelle », dont il fut de facto le rédacteur en chef de 1963 à 1969, fut longtemps la plus intéressante et la mieux faite des publications communistes.

Son livre, « La mémoire ouverte » raconte pour l'essentiel l'itinéraire qui fit d'un jeune stalinien le curieux mélange de chaleur humaine, d'autoritarisme parfois violent, de « révisionnisme » théorique et de gauchisme pratique qu'est aujourd'hui Paul Noirot. Livre admirablement écrit, qui fournit

Action culturelle

UNE ROSE DU BETON ET PEU D'ARGENT,

« L'Espace Rose des vents » sera inauguré le 16 novembre à Villeneuve-d'Ascq, dans la banlieue lilloise. Villeuneuve est une ville nouvelle destinée à créer un « tissu de sécurité autour du campus universitaire de Lille » : ainsi en a décidé le Pouvoir après « l'agitation étudiante » de 1968. Ville artificielle, plus vaste que Lille, faite de quartiers géographiquement éparpillés, Villeneuve avait besoin d'une âme : l'établissement public d'aménagement de Lille-Est et la municipalité s'accordèrent pour lui en donner une. En construisant une « salle de spectacles polyvalente » en plein centre ville. Et en en confiant la direction à un créateur, Pierre-Etienne Heymann.

Pour Heymann, la tâche ne sera pas facile : un manque de crédits n'a pas permis d'équiper complètement la salle ni de cacher la laideur extérieure de ce cube de béton. Déjà ce bâtiment Rose des vents a été surnommé « le bunker »... Par ailleurs, l'aide de l'Etat n'étant pas suffisante, Heymann ne pourra pas répondre à tous les besoins de la ville. Il est condamné à « inventer des solutions provisoires ». Par exemple, à employer par intermittence, en tant que directeur de la Rose des vents, la troupe du Théâtre de la Planchette, qu'il animait depuis 1973. La troupe est pauvre, la Rose n'est pas riche : « Ces deux borgnes essaieront de voir mieux qu'un aveugle », dit Heymann.

La Rose des vents a reçu une triple mission : accueillir, créer et animer. Mais comment mener à bien tout cela avec peu de subventions et seulement dix permanents pour toute l'équipe ? Malgré ces difficultés, Heymann a bâti une remarquable saison 1976-1977 : des animations dans les quartiers, des spectacles pour enfants, l'accueil des troupes et chanteurs de la région, la venue de l'Orchestre philharmonique de Lille, du cinéma, des expositions et des créations théâtrales. Par exemple : un festival Marcel Lherbier, des pièces signées Jack London, Jean Genet, Marivaux, Labiche et Brecht ; des peintures de Cueco ; la création, le 2 décembre prochain, de « Juliette et le Dragon » de Jean-Claude Giraudon ; une pièce pour enfants, etc.

Une question se pose cependant : l'Espace Rose des vents n'est doté d'aucun statut juridique, ne bénéficie donc d'aucun engagement financier à long terme de l'Etat ; est-ce justice ? Heymann va-t-il pouvoir mener à bien la mission qui lui a été confiée dans ces conditions ? Peut-on conduire une action culturelle de longue haleine — il y a 35 000 habitants à Villeneuve-d'Ascq aujourd'hui, il y en aura 100 000 en 1980 — avec des solutions privisoires ?

probablement du phénomène de l'appareil communiste l'analyse la plus intelligente qu'on ait publiée depuis longtemps. Si la fidélité au détail des événements n'est sans doute pas absolue, la démarche d'ensemble est éclairante.

On lira avec stupeur la postface de Philippe Dominique. Elle illustre à merveille l'un des propos de Noirot : plus ça parait changer, moins ça change.

J.-P. M.

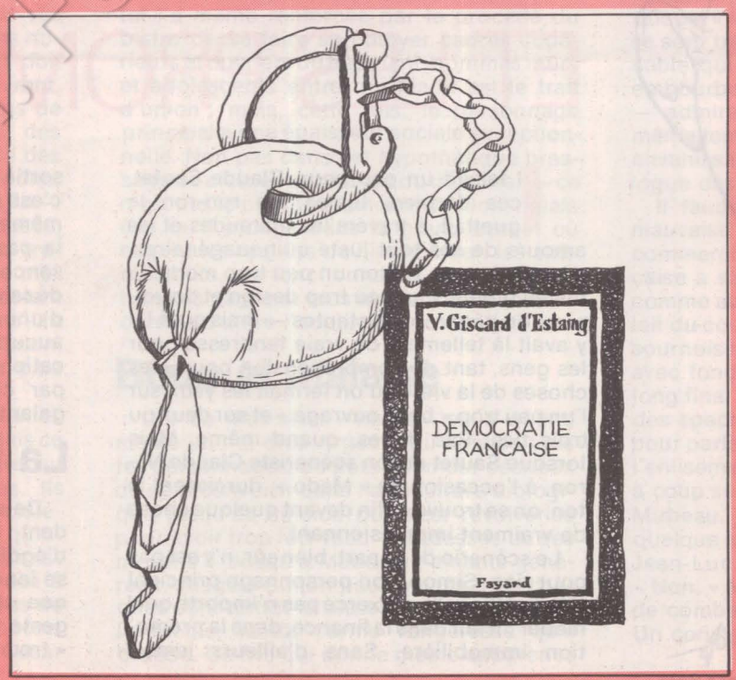
LE MIROIR D'ISADORA

Il faut lire Isadora, un peu comme on se purge, un peu pour se dégager de toutes ses peurs, pour oser. « Le complexe d'Icare » (Robert Laffont), est non seulement un livre drôle, débordant de vitalité mais aussi un livre sain, tonique comme un grand bol d'air frais.

Enfin, une femme — Erica Jong — ose raconter des fantasmes de femme. Le tout avec une sincérité qui choquera peut-être quelques hommes mais qui vengera toutes celles qui se battent pour se libérer des « images », de la femme-enfant à la femme-fatale, de la sainte à la putain, de l'opprimée à la castratrice, de la mère-de-famille-nombreuse à la louve-solitaire, etc., etc. Les schémas ne manquent pas, dont les femmes ont été gavées comme des oies, au point de ne plus savoir s'accepter et se faire aimer.

Merveilleusement écrit (et traduit) un livre en forme de miroir qui fera peut-être aussi que les hommes se libéreront des susdits schémas. Tellement déculpabilisant qu'il devrait être remboursé par la Sécurité sociale.

F. de G.



Télévision

HEUREUX QUI COMME ULYSSE...

« Le chien, comme l'homme, doit lutter contre les maladies de civilisation et la dégénérescence qu'elles entraînent. Il s'agit d'éviter les excès de cholestérol, de dépenser son adrénaire à bon escient... »

Qui parle ainsi ? Michel Poniatowski, vedette, avec son braque Ulysse, de l'émission Trente millions d'amis, (sur Tf1, le 6 novembre). Et, mettant ses principes en pratique, il lance dix fois, vingt fois, un bâton à l'animal... « Cherche ! Rapporte ! » Ulysse n'a pas le temps de souffler. Un tel régime lui gardera la ligne et la forme. Mais son maître ? A en juger par sa silhouette, notre ministre de l'Intérieur a tort de se cantonner dans le rôle de meneur de jeu. Pourquoi ne changerait-il pas de place avec ce brave Ulysse qui ne demanderait pas mieux que de l'envoyer, à son tour, chercher le bâton dans les broussailles. Tout le monde y gagnerait. L'intéressé verrait baisser son taux d'adrénaline et le téléspectateur se dilaterait la rate.

En attendant le numéro princier, saluons le retour de Guy Bedos, invité de Michel Lancelot, (le 6 novembre sur A.2). Qu'il interprète l'énarque névrosé, le père indigne ou le magnat du pétrole, ses nouveaux sketches crèvent l'écran. Voilà quelqu'un que la civilisation n'a pas amolli, édenté. Son secret ? Il rend coup pour coup, dénonce, décape, démystifie les baudruches du système. De grâce, MM. les directeurs de chaîne, permettez-nous de l'applaudir plus souvent ! Il y va de notre santé.

GABRIELLE ROLIN

Livres

LA NOSTALGIE N'EST PLUS CE QU'ELLE ETAIT (*)

Une sorte de tournant. Je n'en discuterai pas les qualités littéraires. Elles sont grandes, mais c'est une réaction subjective, sur un premier roman, sans doute largement autobiographique et, par conséquent, qui peut être un feu de paille vite éteint.

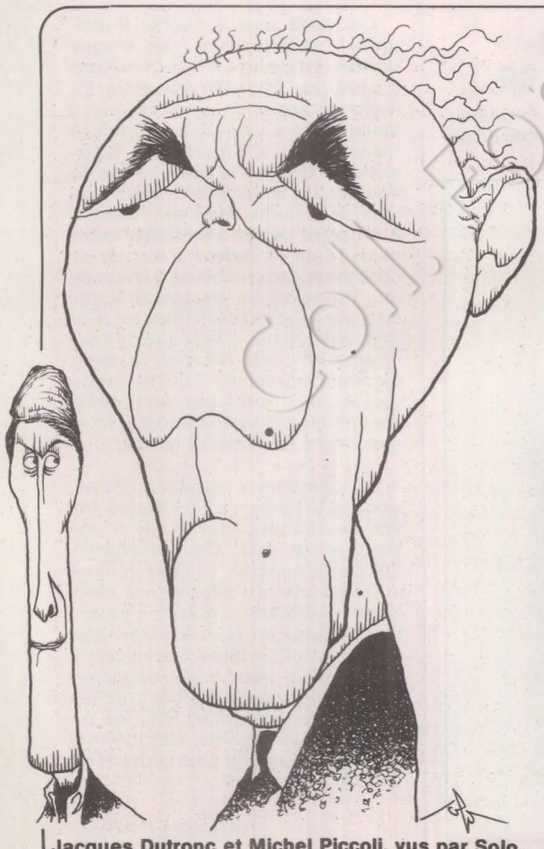
L'essentiel aujourd'hui sera le reste, l'objet du récit. Les anciens combattants du gauchisme et de Mai 68 sont entrés dans l'arène littéraire, parce que, d'une façon générale, notre siècle est celui du « réalisme sans rivage ». Chaque expérience personnelle ou collective se transpose dans la littérature, en tranche de vie, comme chaque voyage chez les Papous ou les Fuégiens peut se terminer salle Pleyel. Qui attendrait sa retraite pour écrire de fausses mémoires ? La vie va trop vite et la plume — ou plutôt le stylo-bille ou la machine à écrire — sont les instruments et les prolongements des batailles. Descendre dans la rue ou grimper dans sa tour d'ivoire, même combat. Jean-François Bizot raconte ses Verdun, qui ont le goût amer d'un Sedan.

Il n'est pas le seul. S'il faut en parler, avant la lassitude qui s'emparera du lecteur devant tant de récits de ces guerres-là, c'est parce que le talent associé à la lucidité font à la fois le bien et le mal. Le bien, parce que l'intérêt ne faiblit pas. Le mal, parce qu'on a le goût salé du désespoir sur les lèvres. De génération perdue en génération perdue, la société capitaliste marche en zigzag vers le XXIe siècle, que nos arrière-petits-enfants contempleront d'un balcon sur la Lune lorsque auront succédé aux week-ends à Chartres ceux à la mer de la Sérénité, dans les clubs de vacances du Trigano de l'époque. Générations perdues de la guerre. Générations perdues des entre-deux-guerres. Les demi-soldes et les centurions, Vigny ou Lartéguy, mais aussi Rimbaud, Verlaine, Fallada, les corps francs de la Baltique, ceux qui rejoignirent le Che et ceux qui coururent après, sans jamais le rattraper, de la Sorbonne à la rue Gay-Lussac. En vrac, ça choque. Et pourtant, les formes multiples, contradictoires, ridicules ou cruelles, absurdes ou héroïques — il suffit de changer le bout de la lorgnette, de prendre, toujours en vrac, Marcel Aymé, Cholokhov, Junger, etc. — du grand malaise, de la crise, du malentendu que les chaque fois vingt ans subissent, dans leur propre cadre — et les cadres sont si différents, tout le monde ne peut pas mourir à Madrid, à Prague ou à Santiago, alors il ne faut pas le leur reprocher, leur en vouloir de n'avoir pas au bon moment pu être des héros qu'on commémore au lieu de ratés à qui est réservée, au mieux ou au pire, la commisération.

Le recul du cerveau

Oui, il convient de sortir de soi-même. Chaque expérience d'une génération fabrique des Martiens pour les autres. Une fois les pages de l'action tournées, même lorsque les relations se firent à coups de fusil, il faut bien tenter de comprendre. Après tout, il s'agit de la race humaine et, quelle que soit la considération qu'on porte aux bébés phoques, elle n'est pas exclusive de la considération à porter aux bébés humains, notamment lorsqu'ils ont vingt ans. En ce moment, la télévision française diffuse un feuilleton soviétique. Les rouges tabliers y recueillent les bons sentiments, bien entendu. Mais l'humanité du récit, au-delà peut-être des intentions des auteurs, tient d'abord dans cette

* Nous n'avons pas résisté au plaisir d'utiliser pour cet article le titre du merveilleux livre de Simone Signoret, dont nous parlerons prochainement.



Jacques Dutronc et Michel Piccoli, vus par Solo.

Cinéma

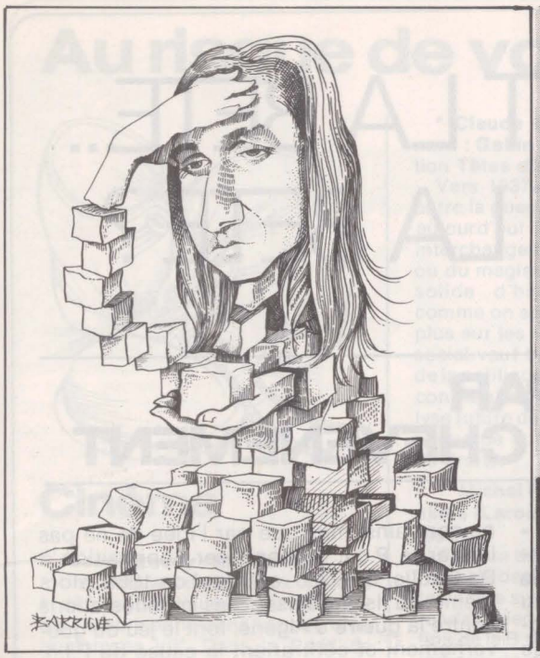
SIMON ET LES PROMOTEURS

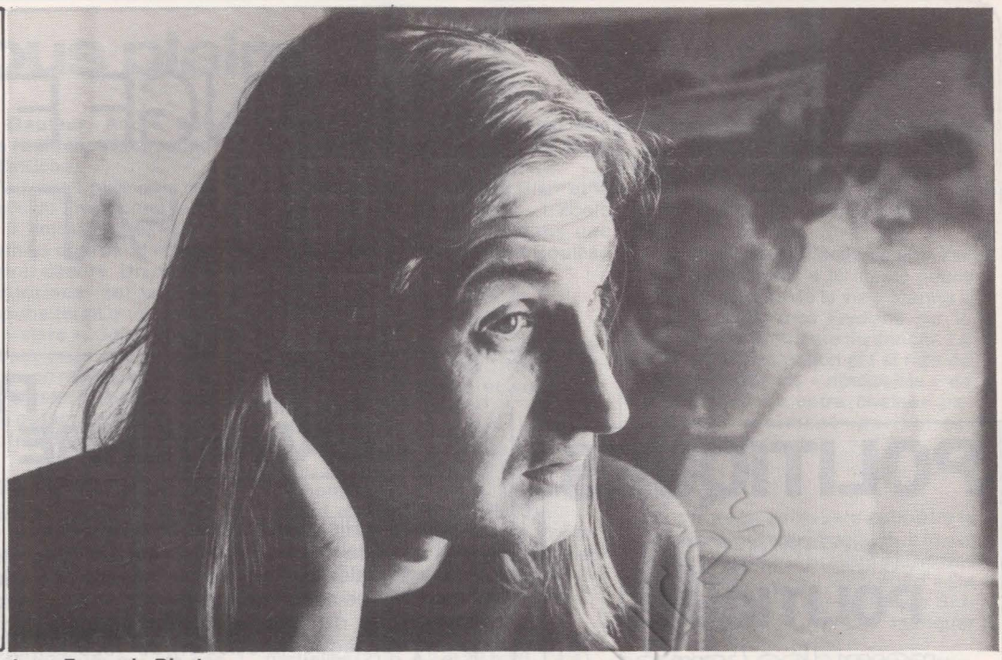
Il faisait un peu peur, Claude Sautet, ces derniers temps. Le ron-ron le guettait, à travers les maraudes et les amours de ses tout juste quinquagénaires, déambulant en veston un peu trop mode au milieu d'objets un peu trop design et de voitures un peu trop insistantes — mais quoi ! il y avait là tellement de vraie tendresse pour les gens, tant de compréhension pour « les choses de la vie » qu'on fermait les yeux sur l'un peu trop « belle ouvrage » et sur deux ou trois tics. Pas dupes, quand même. Mais lorsque Sautet et son scénariste Claude Néron, à l'occasion de « Mado », durcissent le ton, on se trouve enfin devant quelque chose de vraiment impressionnant.

Le scénario de départ, bien sûr, n'y est pas pour rien. Simon, son personnage principal (Michel Piccoli), n'exerce pas n'importe quel métier : il fait dans la finance, dans la promotion immobilière. Sans d'ailleurs jamais sortir de l'orthodoxie financière et légale : c'est l'homme de toutes les prudences — même chose en amour, d'ailleurs, puisque à la passion, cette dérangeuse, et à la présence de celle qui a dû être le grand amour de sa vie, Simon préfère la tendresse salariée d'une maîtresse à qui l'on ne reconnaît aucun droit, à qui l'on ne doit aucune explication : Mado (Ottavia Piccolo), passée — par choix, dit-elle — du chômage à la galanterie occasionnelle.

La faille

De soudains accès de générosité débordent parfois de la confortable cuirasse d'égoïsme où Simon se protège. Ainsi va-t-il se lancer à l'aventure pour accomplir quelque chose dont il n'a pas l'habitude : un geste à panache, qui l'amène à combler le « trou » (600 millions) laissé par son associé,





Jean-François Bizot.

succession de générations, cette juxtaposition des visages juvéniles avec ceux que marquent déjà les rides, même lorsque des barbes tolstoïennes les cachent ? Est-ce parce qu'ils ont tant de plaies au cœur qu'ils craignent les fissures à la face que les vingts années d'aujourd'hui se portent poilues ? En tout cas, le siècle se termine comme le précédent, le col dur en moins.

« Les déclassés »... Ce titre qu'a choisi Bizot n'est peut-être pas le meilleur. Il a à la fois des relents marxistes et des évocations de l'entre-deux-guerres. Ce serait déjà bien respectable. Mais nous savons bien qu'il y a plus, que le malaise ne provient pas seulement d'une rupture avec sa propre classe. Le plus grave est la rupture avec la société tout entière, la société de classes. Hugues est un « bourgeois ». Bourgeois, que de bêtises sont dites en ton nom, en plus de celles que tu dis toi-même ! Certes, on ne prête qu'aux riches et c'est comme les bons mots du Général et d'Henri Jeanson : il y a ceux qu'ils ont prononcés et ceux mis à leur compte. Le bourgeois moyen n'a pas forcément le génie de Labiche. Mais le prolétaire se déclasse aussi facilement. Rosa Luxemburg l'avait bien vu : elle savait que le prolétariat pourrait faire un jour les gros bataillons du nazisme qu'elle ne connaissait pas. Il n'y a que les professeurs ou les théoriciens pour rendre simple ce qui ne l'est pas au moment où cela se vit, parce qu'ils ont le recul du temps, en avant ou en arrière, et celui du cerveau. Le malheur pour la littérature engagée est que le prolétaire perdu n'a pas la plume aisée ni glorieuse. Et nous attendrons longtemps le roman autobiographique du métallo chômeur d'Essen récupéré par la S.a., puis par la S.s. Ce déclassé-là, s'il n'est pas mort, n'aura eu que le temps de la mémoire, pas celui des mémoires.

Après d'autres, Bizot règle ses comptes. Avec lui et avec son pays. « Triste pays quand même qui organise tous les pouvoirs en pyramide, et de plus en plus, au nom de la rationalité ». Voilà pour la France. « On risque de se faire chier, puisqu'il faudra être responsable ». Voilà pour lui, à l'issue du voyage au bout de la nuit. Voyage total, puisqu'il mêle la drogue de Mai à celle des herbes. Et à celle de la musique. Il y a des pages admirables sur un festival folk qui fit

→

qui vient de se suicider. Puis le voilà lancé dans une vendetta contre Lépidon, le financier véreux et politicard qui est à l'origine de tous ces malheurs.

Et là, métamorphose : notre homme devient un fauve. C'est l'image même de ces bourgeois « libéraux » qui font les bons notables giscardiens et dont la stupeur doit être savoureuse à voir lorsqu'ils découvrent, dans les soutiens sinon dans les rangs de l'autre parti important de la majorité, des arrivistes dénués du moindre scrupule dès qu'il s'agit de s'enrichir. Simon va donc, dans ce monde — qu'on parcourt avec lui — de ventes forcées, de faillites frauduleuses, d'hommes de paille, de comptabilités truquées et de sociétés bidon, utiliser les mêmes armes. Après tout, quelles que soient ses qualités humaines, il appartient au même système qu'un Lépidon... Et Simon, de dérapage en dérapage, s'enlisera plus que métaphoriquement.

Simon a donc sa faille, comme tous les protagonistes des œuvres de Sautet. Mais ce n'est plus seulement malaise existentiel ou blanchissement accéléré des tempes. Ils avaient beau être « bien cadrés » socialement dans les films précédents, ces quinquagénaires presque toujours se définissaient d'abord en tant qu'hommes, face à des femmes moins fragiles, plus armées de certitudes ; et par leur âge, dans les rapports avec leurs cadets David-Sami Frey (« César et Rosalie ») et Jean-Gérard Depardieu (« Vincent, François, Paul et les autres »). Cette dimension de l'âge n'a pas disparu ici (Simon et Mado, Simon et son comptable-chauffeur, Pierre-Jacques Dutronc) et Sautet l'a même renforcée par le procédé du bistro censé faire se côtoyer cadres supérieurs et ouvriers du bâtiment, hommes mûrs et adolescents entre qui Mado est le trait d'union ; mais, cette fois, le personnage principal a une épaisseur sociale exceptionnelle. Non pas dans cet hypothétique brassage de classes aux tables du déjeuner — ce n'est pas le plus convaincant du film — mais dès qu'il plonge dans le grand bassin où nagent les requins de l'immobilier, les spéculateurs, les fonctionnaires indélicats, les tueurs à gages et tous les gens de Sac et de corde qu'attire l'odeur des gros billets.

Boue et malaise

Car ce film sans « héros » en a quand même un : le dieu Argent, qui obsède tous les personnages, du petit chômeur désireux de se reconvertir dans l'agriculture biologique jusqu'au suicidé qui s'est révolvérisé pour avoir trop fort vécu « au-dessus de ses moyens ». Jusqu'à Mado aux amants généreux. Jusqu'à Simon pour qui les gros chèques sont tantôt la blessure qu'il s'inflige à lui-même, tantôt l'arme vengeresse qu'il brandit. Ce fric qui donne même apparence à la finance et au gangstérisme, au point qu'on s'y trompe quand passent, dans leurs voitures luisantes et sous leurs chapeaux sombres, les adversaires de Simon dans ce Monopoly terrifiant. Ce fric, enfin, à cause duquel « les eaux glacées du calcul égoïste » se sont transformées en cette averse implacable qui détrempe un chantier et fait s'y embourber Simon, Mado, Pierre et les autres — admirable dernier quart d'heure — en même temps que l'optimisme à tout crin qui envahissait un peu systématiquement l'épilogue des précédentes œuvres de Sautet.

Il faudrait donc être d'une particulière mauvaise foi pour continuer à taxer de commercialisme ce que la production française a sans doute de meilleur à proposer comme authentique cinéma populaire. Il fallait du courage pour que, d'un coup, un film sournoisement traité en teintes diaprées avec fond musical délicat bascule dans ce long final boueux dont l'insistance met bien des spectateurs au bord du malaise. Soit : pour parler de la bourgeoisie d'affaires et de l'enlisement du « libéralisme », Sautet n'est à coup sûr pas Balzac et probablement pas Mirbeau. Pourtant, Michel Piccoli avait quelque raison de dire à notre collaborateur Jean-Luc Douin pendant le tournage : « Non, « Mado » n'est peut-être pas un film de combat, mais c'est un film de constat... Un constat combatif ».

SERGE RICHARD

POLITIQUES
des raisons
POLITIQUES
pour des textes
POLITIQUES
Une nouvelle collection
dirigée par Nicos Poulantzas
la crise
DE L'ETAT
Sous la direction de
NICOS
POULANTZAS
la crise
ECONOMIQUE
et la société
AMERICAINE
MANUEL
CASTELLS
puf

L'ANGE ET LA BETE... QUI FAIT LA BETE ?

PAR JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

L'« Histoire du réformisme en France » que vient de publier aux Editions sociales le Parti communiste illustre la suffisance avec laquelle il toise son jumeau de Tours, du haut de ce promontoire immobile sur lequel la scission de 1920 semble l'avoir perché pour l'éternité, détenteur à la fois de la science et du sens de l'Histoire.

A lire les auteurs, on ne saisit jamais l'enchaînement vicieux des haines et des querelles, des événements qui les justifient et qui les creusent entre communistes et socialistes. C'est à peine si, au détour d'une phrase, la stalinisation de l'Europe de l'Est apparaît comme une des causes de la guerre froide.

Si rien de mauvais ne se produit jamais du côté communiste, inversement rien de bon dans le Parti socialiste n'arrive qui ne provienne de l'« intervention des masses » sous la direction avisée du P.c.f.

L'« Histoire du réformisme » a été écrite comme si le P.c. n'existait pas ou, plus exactement, comme si la dialectique P.c.-P.s. n'était celle que de l'ange et de la bête.

Surtout, il ne semble pas venir à l'esprit des auteurs que le P.s. puisse être autre chose sous le miroitement fallacieux de ses luttes internes qu'une organisation homogène dans sa structure et dans ses fins, tout comme le Parti communiste lui-même.

L'idée que le P.s. soit une organisation qui laisse s'exprimer les contradictions qui le traversent laisse sceptiques nos auteurs. Ils se méfient, attentifs à tout ce qui pourrait conforter leur soupçon de principe : les débats internes du Parti socialiste ne sont finalement que de faux-semblants masquant le fait fondamental. Au-delà des combats de « tendances », les socialistes ont tous pour but principal de « réduire » le P.c.f. Les courants de gauche sont fustigés avec une particulière sévérité.

Qui ne voit en effet qu'ils n'épousent jamais les thèses communistes que pour mieux combattre les communistes ? Les partisans du « non » au référendum de 1958 ne sont ainsi mus que par l'idée de ne pas laisser le P.c.f. monopoliser l'opposition à De Gaulle. Le P.s.u. et l'Unef de 1960, alors même qu'ils organisent les manifestations contre la guerre d'Algérie, font le jeu du gouvernement et contrarient la cause du F.l.n. Le Ceres, partisan dès le départ du programme commun de gouvernement, est décrit au moment de sa conclusion comme celui qui de l'intérieur est le plus acharné à y mettre obstable en freinant les nationalisations...

Faut-il donc que le réformisme existe pour que le P.c.f.. existe lui aussi ? L'« Histoire du réformisme » ne parvient pas à rendre compte d'une histoire aussi riche et d'une diversité aussi évidente autrement qu'en faisant du réformisme « une totalité organique » où toutes les contradictions et les oppositions disparaissent en fin de compte au profit d'une essence aussi mystérieuse et immobile que celle du « parti révolutionnaire » lui-même.

Pour ce livre défensif, il ne faut surtout pas qu'il y ait des rescapés dans l'enfer social-démocrate : la parfaite connivence de la social-démocratie gestionnaire et du communisme demeuré stalinien se lit ainsi à livre ouvert.

Faut-il que la contradiction soit insupportable pour que la conclusion s'énonce néanmoins de manière paradoxalement positive : « Tout n'est pas toujours à recommencer » ! Comment justifier après un si noir bilan cet optimisme de commande sinon par une sorte d'instinct vital qui parle plus fort que toutes les arguties : si la ligne de démarcation passait vraiment entre le P.c. et tous les autres, établissant une sorte de coupe-feu entre une élite de militants repliés sur la conscience fétichiste de détenir le vrai et la masse des imbéciles heureux, alors n'est-il pas évident que le parti « révolutionnaire » serait voué à tout, sauf à la Révolution ?

→

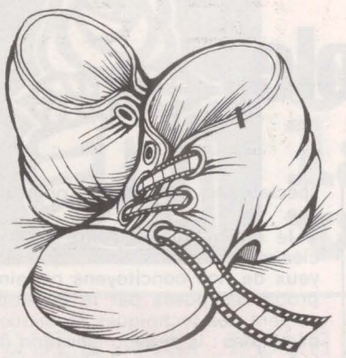
du bruit en son temps dans la grande presse, pour avoir été organisé partiellement par un général, placé là comme on en place dans les conseils d'administration. La maison mère étant de l'autre côté de l'Atlantique, le vocabulaire de Bizot a des côtés canadiens : on y mêle le français au jargon de l'underground. Ce n'est pas du franglais, déconseillé à la télévision nationale, mais le nouvel espéranto, qui se parle aussi à Moscou et pas seulement chez les houligans. On y a mal au langage comme on a mal à l'estomac, on y dégueule les mots comme on dégueule après trop d'alcool ou d'acide.

Il faut suivre. Laisser non pas la morale à la porte, parce qu'il n'est pas question de morale, cette sombre plaisanterie des bonnes consciences sociales. Laisser à la porte sa propre approche de la condition humaine. Savoir qu'il n'y a pas de marginalités qui ne soient pas réalités issues du cerveau de l'homme et que la seule mauvaise attitude est de vouloir les guérir comme on guérit la rougeole.

GEORGES FRAMERIES

Jean-François Bizot : « Les déclassés », Editions du Sagittaire.

Au risque de vous plaire



Cinéma

*** Joseph Losey : M. Klein.**

Un trafiquant de tableaux cherche à démasquer l'auteur du complot qui l'emprisonne dans la peau d'un homonyme juif. Dans le Paris de 1942 et jusqu'à la rafle du Vel'd'Hiv, ce nouveau Monsieur K. se perd dans les labyrinthes kafkaïens et les hantises d'un Losey remarié avec le talent.

*** René Allio : Moi, Pierre Rivière...**

En 1835, un jeune paysan commit un triple assassinat. En 1973, Michel Foucault publia l'étrange mémoire écrit par ce parricide de vingt ans. En 1975, une jeune cinéaste, Christine Lipinska, adapta ce récit pour en faire un film mystique et bressonien qui sort en 1976. Le brechtien Allio y a reconstitué l'affaire Rivière en faisant appel à l'inconscient collectif : les rôles sont tenus par des paysans normands qui retrouvent les gestes et la psychologie de leurs aïeux.

*** Ingmar Bergman : Face à face.**

Le grand dépressif suédois se penche sur les causes qui ont conduit Jenny, une psychiatre, au suicide. Seule après le départ de son mari pour l'étranger, et de sa fille en camp de vacances, elle se laisse assaillir par ses fantasmes. L'angoisse la prend. C'est le naufrage. Après la chute, Jenny réapprend la communication. Un nouveau chef-d'œuvre de Bergman.

*** Arthur Penn : Missouri Breaks.**

Le grand duel : Nicholson, voleur de chevaux aux instincts de hippie, contre Brando, tueur à gages amoureux de la violence et de la nature. Beaucoup de talent et d'humour chez ces cow-boys de banlieue.

*** Yves Robert : Un éléphant, ça trompe énormément.**

Les copains d'abord, traqués dans des situations cocasses par le grand frisé avec une moustache noire : Yves Robert. Rochefort-Bedos-Lanoux-Brasseur : un fameux double de tennis et des bourgeois démangés par le démon de midi.

*** Rentrée à l'Institut de formation ciné-clubs.**

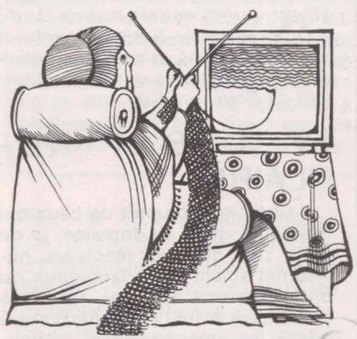
Le cinéma politique, le cinéma américain d'après la télévision, les Italiens, la déconstruction, le cinéma direct, existe-t-il un cinéma socialiste ?... Voilà les thèmes de la première partie du stage (2e degré) que l'Ifacc organise du 22 au 27 novembre à Marly-le-Roi (se renseigner d'urgence à la Fédération française des ciné-clubs, 6, rue Ordener, 75018 Paris).

*** Claude Gauteur, André Bernard : Gabin (Editions Rac, collection Têtes d'affiche).**

Vers 1937, il avait plus que tout autre la gueule du Front populaire ; aujourd'hui il finit dans les peaux interchangeables du truand refroidi ou du magistrat décoré. Un dossier solide d'historiens scrupuleux, comme on souhaiterait qu'il y en ait plus sur les « stars », dont le poids social vaut bien celui des vedettes de la politique ; en même temps, une contribution à retenir à toute analyse future de ce fameux attribut politique de la francité : l'anarchisme de droite.

*** Michel Pierre : La bande dessinée (Larousse, collection Idéologies).**

Par l'un des meilleurs spécialistes français des « petits miquets », l'intelligente synthèse cursive qu'on attendait, depuis la dernière révolution de la B.d. sur la dimension idéologique de ce medium qui n'a pas peur des gros.



Télévision

VENDREDI 12 NOVEMBRE

Au magazine Vendredi : « la petite Justice », celle des conflits judiciaires sur les choses de la vie, du quotidien (20 h 30, F.r. 3).

« L'émancipation de la femme » à l'émission Apostrophes (21 h 30, A. 2).

Un « laissé-pour-compte» (Spencer Tracy) recueille une chômeuse dans la « zone » new-yorkaise, pendant la grande crise... « Ceux de la zone », un film de Franz Borzage — la grande époque du cinéma américain social (22 h 50, A 2).

SAMEDI 13

« Le Lauzun de la Grande Mademoiselle », une dramatique d'André Castelot : quand la Cour n'est que manœuvres et intrigues... (20 h 30, A 2).

Isabelle Adjani, Bernard Blier et la Comédie-Française jouent « L'école des femmes » de Molière dans une mise en scène de Raymond Rouleau (20 h 30, F.r. 3).

DIMANCHE 14

Un bon film d'humour noir signé Sacha Guitry, avec Poiret et Serrault : « Assassins et voleurs » (14 h 50, A. 2).

« Tarzan et les sirènes » : le film — spectaculaire — où Weissmuller dit adieu au rôle... (17 h 40, T.f. 1).

L'homme en question : un portrait du Pr Laborit (20 h 30, F.r. 3).

« Queimada », un film de Pontecorvo avec Marlon Brando : dans les Antilles de 1815, une histoire de politique et d'aventures (20 h 30, T.f. 1).

Premiers résultats des élections partielles (21 h, A 2 et 22 h 20, T.f. 1).

Le directeur du « Monde », Jacques Fauvet, au Questionnaire de Jean-Louis Servan-Schreiber (21 h 50, T.f. 1).

« La belle de Saigon », de Fleming : le couple hors pair Clark Gable-Jean Harlow en plein exotisme (22 h 30, F.r. 3).

Un portrait de la communauté juive dans notre pays : « Heureux comme Dieu en France » (22 h 50, T.f. 1).

LUNDI 15

Bette Davis et Susan Hayward se déchirent dans « Rivalités », de Dmytryk : mélo, misogynie, médiocrité (20 h 30, F.r.3).

A ne pas manquer : « La nuit du chasseur », le seul film réalisé par l'acteur Charles Laughton - le plus secret des chefs-d'œuvre du cinéma fantastique (20 h 30, T.f. 1).

MARDI 16

James Stewart dans le rôle de Jefferson Smith, jeune sénateur un peu godiche débarqué de sa province pour être la proie des manipulations du monde politicien de Washington... mais le mouton est un lion. « Monsieur Smith au Sénat », un très beau film de Frank Capra (1939) qui rappelle quelque chose ! Joseph Pasteur dirige à l'issue du film un débat consacré à la démocratie parlementaire.

MERCREDI 17

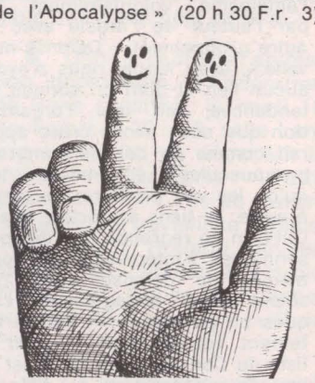
« Au bout du compte », un film de Gérard Chouchan sur le chômage des cadres. Passionnant, ce film avait été judicieusement reporté afin qu'il ne souffre pas de la concurrence des « Verts » (20 h 30, F.r. 3).

Le choix sera difficile ce soir car T.f. 1 programme à la même heure « Tous les jours de la vie : Jeanne » un film de Maurice Frydland sur le douloureux problème du cancer. La télévision de création est si rare de nos jours que les « nécessités » de la concurrence entre chaînes paraissent vraiment dérisoires. (20 h 30, T.f. 1).

JEUDI 18

La troisième fois sera peut-être la bonne : programmé déjà deux fois et supprimé pour des raisons diverses au dernier moment voici enfin « On achève bien les chevaux » de Sidney Pollack. A ne pas manquer (20 h 30, A. 2).

Un film secret du coloriste Vincente Minnelli « Les quatre cavaliers de l'Apocalypse » (20 h 30 F.r. 3).



Pour les enfants

DES DISQUES

* Marina Vlady chante pour les enfants d'aujourd'hui. (Disques Meys 128 516 R, distribution Barclay).

Quatre titres : « La belle au bois dormant de la forêt de Bondy », « Le musicien de la ville de Hamelin », « Le taureau Toréador » et « L'enfant puni ».

* Anne Sylvestre : « Depuis l'temps que j'l'attends mon prince charmant » (Disques Meys 128 517 R, distribution Barclay).

« Ces chansons n'ont jamais été destinées aux enfants », précise Anne Sylvestre. Gérard Meys les a en effet extraites d'un disque produit par lui en 1969 pour en faire un « disque pour enfants ». Une fois de plus, c'est le commerçant qui décide, pas l'artiste !

* Anne Sylvestre : Les nouvelles fabulettes (Mercredisque géant 1, Disque A. Sylvestre 598 054, distribution Barclay).

C'est celui-ci qui est le vrai « petit dernier » d'Anne : douze nouvelles chansons pleines de prénoms que les enfants sont invités à changer à leur gré. « Voilà ! Amuse-toi bien. Bons baisers ». Et c'est signé : « Anne ».

* Graeme Allwright : Petit garçon (Livre-disque Philips 6461 036).

Un des plus beaux disques qui soient : huit splendides chansons signées Graeme.

A l'affiche de la province

VARIETES A NANCY

L'Association « Ecoute s'il pleut » s'est donné pour but, en réunissant en son sein artistes et organisateurs de spectacles, de faire échapper la « variété de qualité » à l'ambiance sonnante et trébuchante du show-business. Les premières retombées de cette initiative sont visibles à Nancy. Dans cette ville, l'Association « Odeum » et « Ecoute s'il pleut » ont réussi à bâtir une saison de variétés très cohérente. Tous les spectacles auront lieu à la salle Poirel. Pour la fin de 1976 : François Béranger le 12 novembre, le groupe Malicorne le 19, le guitariste Marcel Dadi le 8 décembre, le groupe Imago et le duo Areski-Brigitte Fontaine le 16. Pour 1977 : Gilles Servat, le 26 janvier, les groupes Majhun et Œdipe le 10 février, Jacques Higelin le 24, Leny Escudero et Alain Meilland le 3 mars, Patrick Font et Philippe Val le 10, Frédéric Mey le 17 et Yves Simon le 13 mai.

Nos lecteurs ont la parole

OU EST L'AMALGAME ?

« Dans le numéro de « l'Unité » du 22 octobre dernier, sous la signature de Serge Richard (« Classes moyennes : Chirac noyaute »), le Comité national de liaison Défense-Armée-Nation (Cnl-Dan), dont je suis le secrétaire général, est décrit comme un mouvement d'extrême droite, composé de nostalgiques de l'Algérie française. Il est fait allusion notamment à la présence du président de l'association la plus réactionnaire d'anciens combattants. D'autre part l'amalgame volontairement fait par l'auteur de l'article avec un autre groupement, « Défense nouvelle », avec lequel nous n'avons aucun lien et dont on connaît les tendances, fait que l'organisation que nous avons créée apparaît comme un de ces nombreux groupuscules éphémères tels qu'on les voit proliférer de temps à autre. Je tiens à préciser que le Cnl-Dan ne regroupe que des personnalités s'intéressant aux problèmes de défense quels que soient leurs engagements civiques ou politiques : il est parfaitement représentatif (ci-joint la liste du Conseil national). C'est un lieu de rencontre et de dialogue dont l'intérêt est loin d'être négligeable. D'ailleurs les Conventions pour l'Armée nouvelle,, qui sont dans la mouvance du Parti socialiste, ne s'y sont pas trompées, puisque certains de ses membres participent à nos travaux et que l'un d'entre eux siège officiellement au Conseil national du Comité. Quant au président de la plus réactionnaire des associations d'anciens combattants, je ne vois pas qui cela peut être : aucun responsable d'organisation de ce genre ne figure au Conseil national (...)

Vous comprendrez donc que, compte tenu de l'importance de la tâche que nous entreprenons et des difficultés que l'on peut rencontrer, nous désirions qu'aucune confusion n'existe et que la simple vérité soit portée à la connaissance de vos lecteurs.

Quant au Centre d'information civique, il suffit de lire la composition de son comité de patronage pour savoir que toutes les tendances politiques y sont représentées, y compris le Parti socialiste et les Radicaux de gauche ».

Nous publions par courtoisie cette lettre de M. Jean-Christian Barbé ce qui ne nous fait pas changer d'avis sur le fond du problème évoqué par Serge Richard dans l'article incriminé.

S'il y a confusion entre les mouvements « Défense nouvelle » et « Défense-Armée-Nation », elle n'est pas de notre fait : l'article distinguait soigneusement. Mais dire qu'il n'y a « aucune lien », c'est un peu fort. Nous nous étions permis de n'en évoquer qu'un à travers la phrase de liaison « Mais certains de ses membres (du Cnl-Dan) ont créé parallèlement Défense nouvelle » : M. Barbé sait aussi bien que nous que l'un des « parrains » officiels de ce groupuscule n'est autre que le colonel Paul Paillole... le même que celui qu'à l'époque des faits — en février dernier — le Conseil national du Cnl-Dan s'honorait de compter dans son sein (il est vrai que depuis, malgré l'élargissement de cet organisme, ledit colonel en a disparu, pour des raisons que M. Barbé voudra sûrement nous expliquer).

Enfin, s'il est exact que le général Leuba a été désigné par les Conventions pour l'Armée nouvelle pour siéger au Comité national de « Défense-Armée-Nation », celui-ci pas plus que le Centre d'information civique, ne compte aucun représentant du Parti socialiste.

LE DEBAT NUCLAIRE

« Comme la plupart de ceux qui travaillent dans ce domaine, je ne crois pas que les réacteurs nucléaires soient plus dangereux ou plus polluants que les centrales électriques à fuel et à charbon ou même les aménagements hydrauliques. La récente catastrophe de Merlebach et le spectacle des plages bretonnes souillées par la dernière marée noire suffisent, en dehors de considérations trop spécialisées, à donder ce point de vue.

Je crains que le délire antinucléaire de certains ne masque aux yeux de nos concitoyens certains problèmes posés par le développement des techniques atomiques pacifiques : la dénationalisation de fait des secteurs rentables du C.e.a., l'insuffisance des programmes de recherches sur les énergies nouvelles dont dépend la relève énergétique, la nécessité d'une politique plus cohérente de préservation de l'environnement basée sur une concertation effective entre les citoyens et les administrations compétentes. Il convient à ce propos de rappeler l'insuffisance du nombre des spécialistes en écologie appliquée formés en France qui se trouvent jusqu'à présent, en dehors des structures de la recherche fondamentale, que des emplois contractuels à court terme dans le meilleur des cas.

Indépendamment des réflexions indispensables sur les orientations la politique énergétique du pays dans une perspective socialiste, il m'apparaît indispensable que le Parti s'attache à traiter les questions posées dès maintenant par la « percée » du nucléaire. C'est en ce sens que j'approuve pleinement l'intervention courageuse de Charles Hernu qui rompt avec une certaine démagogie écologique se réclamant de l'apolitisme ».
(M. KHALANSKI, 78800 Houilles).

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

- ▶ abonnement d'un an (130 F) **avec en cadeau le livre de Piem** ☐
- ▶ abonnement de six mois (75 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Buthea u, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux,

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DJ PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

changer la vie avec le Parti socialiste

QUEL P.S. POUR QUELLE UNION ?

Textes et manifestes du P.s., du P.c.f. et du M.r.g., expériences concrètes de pratique unitaire au niveau municipal ou départemental : tel est le programme du prochain séminaire du centre national de Formation qui aura lieu à Paris du 26 au 28 novembre sur le thème « Les composantes de l'Union de la gauche, théorie et pratique » (notamment dans la campagne des municipales). Des secrétaires nationaux du P.s., des maires socialistes et des historiens du Parti animeront ce séminaire, pour lequel il reste encore quelques places (Secrétariat national formation, 12 Cité Malesherbes, Paris 9e. 878.40.73).

LES NEGOCIATIONS SUR LES MUNICIPALES

La résolution sur les élections municipales adoptée dimanche par le Comité directeur à l'unanimité moins huit abstentions, rappelle que les fédérations et sections socialistes doivent :

a) assurer partout la présence et le rayonnement du Parti socialiste ;

b) rechercher le meilleur accord possible en vue de l'union de la gauche, étant entendu qu'il appartient à la base d'apprécier le résultat des discussions.

Le comité directeur a examiné cinq demandes de dérogation concernant des villes de plus de 30 000 habitants. En ce qui concerne Lens, Liévin, Boulogne-sur-Mer et Calais, le Comité directeur invite les sections intéressées à poursuivre les discussions en vue d'aboutir à un accord. Pour Laval, il prend en compte la situation de la municipalité sortante et estime nécessaire un complément d'information avant d'adopter une décision définitive.

Le Comité directeur a décidé d'autre part de fixer au 30 novembre la date limite du dépôt des nouvelles demandes susceptibles d'être présentées. Le Comité directeur, réuni en session extraordinaire le 1er décembre, se saisira des cas des villes de 30 000 habitants et plus, un droit d'appel étant ouvert devant la Convention nationale du 18 décembre pour les contentieux éventuels.

Le Parti socialiste exprime ainsi sa volonté de créer les meilleures conditions d'un engagement total et rapide des forces de gauche dans la campagne électorale des municipales. Il s'agit partout de faire échec à la droite, de renforcer les positions de la gauche et d'en conquérir de nouvelles, pour construire une véritable démocratie locale, condition nécessaire de la liberté des citoyens.

GRAND SUCCES DU « SPECIAL TOULOUSE »

L'expérience que nous avons faite la semaine dernière avec le numéro « spécial Toulouse » de « l'Unité » a connu un succès exceptionnel. Près de 3 000 exemplaires du journal ont été diffusés par les militants toulousains aux 15 points de rencontre organisés samedi et dimanche dans différents quartiers de la ville. Une vente spéciale a également été faite lundi par les membres de la section d'entreprise des P.t.t. à la porte des bureaux de poste de Toulouse. Alain Savary, Luc Soubré et les principaux responsables de la section toulousaine étaient eux-mêmes présents samedi au marché Cristal et dimanche dans le quartier Saint-Cyprien. « La Dépêche » a largement rendu compte de cette initiative qui a permis aux militants socialistes d'engager un fructueux dialogue avec la population de Toulouse. L'événement avait été créé dès vendredi soir par les interviews données notamment à F.r. 3 et à Sud-Radio par Claude Estier qui était venu à Toulouse à l'occasion de la sortie de ce supplément spécial de « l'Unité ».

MEDICAMENTS : LES REMEDES DU P.S.

Réunir dans un préau d'école, plein à craquer, autant de Parisiens pour parler du scandale des médicaments, que discuter de la crise est bien la preuve que le thème de la santé fait recette. Les sections du 13e arrondissement l'ont démontré l'autre semaine avec plein succès.

Trois heures durant la société « métro-pilule-dodo » a été sur la sellette. Avec le docteur Henri Pradal, dont le « Guide des médicaments les plus courants » a naguère défrayé la chronique judiciaire, et avec Serge Karsenty, sociologue spécialisé en la matière, qui a expliqué pourquoi l'incroyable situation actuelle reste bloquée.

La solution ? Franck Serusclat l'a présentée au nom de la commission Santé du P.s., précisant ce que le Parti entend par nationalisation de l'industrie pharmaceutique. Avec beaucoup de loyauté, il a souligné les questions encore en suspens : la place exacte des pharmaciens dans les centres locaux de santé pluridisciplinaires, les conditions de l'accès gratuit aux médicament, le rôle des organisations de consommateurs dans la mise en œuvre du nouveau système... La foule de questions posée par l'assistance (où les professionnels étaient loin de se montrer hostiles) a souligné l'attente de réponses claires à tout cela. L'opinion est convaincue qu'en 1978 la santé pourra enfin échapper au règne du profit. Elle veut savoir le plus vite possible comment cela se fera.



La section de Sarcelles du P.s. vient d'éditer une très intéressante brochure intitulée « Propositions socialistes pour un programme municipal ». Divisé en trois chapitres principaux (pour faire gagner la gauche ; pour changer la vie à Sarcelles ; pour que les Sarcellois prennent leur ville en main), ce document définit clairement les options et les buts des socialistes associés depuis 1965 à la gestion de Sarcelles dans une municipalité d'Union de la gauche.

- Dans le cadre de l'animation idéologique, la Fédération de Paris organise, le jeudi 18 novembre à 20 h 30, salle Lancry, Paris 10e, un débat sur le thème « Rapports Parti-gouvernement » vus au travers de l'exemple travailliste anglais. Avec Stuart Holland, ancien membre du cabinet de Harold Wilson et Didier Motchane, membre du Bureau exécutif du P.s.

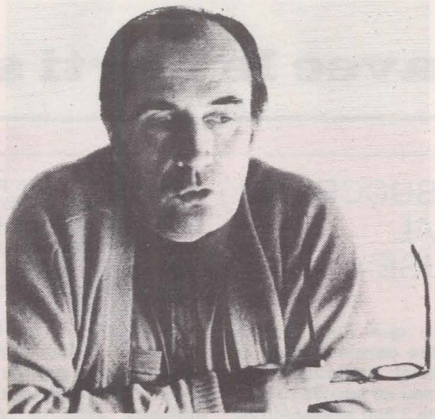
- Le secrétariat national à la Formation organise, les 12, 13 et 14 novembre, un séminaire consacré à « la prise de responsabilité dans les zones rurales et les petites villes » avec Pierre Bérégovoy, Franck Serusclat, Jean-Pierre Worms, Françoise Carle, etc. S'inscrire au secrétariat national à la Formation.

- Les entretiens du jeudi auront lieu le 18 novembre animés par Lionel Jospin et Georges Sarre, le 25 novembre par Pierre Joxe et Claude Estier, le 2 décembre par Jacques Delors et Yvette Roudy de 19 à 21 heures 7 bis, place du Palais-Bourbon.

- La réponse de François Mitterand au Plan Barre, à l'Assemblée Nationale le 4 octobre, est enregistrée sur cassette et vendue au prix de 8 F. Adresser les commandes au B.n.a. 7, bis, place du Palais-Bourbon. (Chèques bancaires et postaux libellés au nom de C.E. LOO).

Afin d'enrichir cette page consacrée à la vie du Parti socialiste, nous demandons aux sections et aux fédérations de nous adresser directement (à l'attention de Nicole Chaillot) les informations d'intérêt général touchant à leur activité.

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

VENDREDI 5 NOVEMBRE

Entre mon retour de Lisbonne et la réunion que je tiendrai ce soir à Pauillac, aux côtés du docteur Julien, notre candidat à l'élection législative partielle du Médoc, je passe deux jours à Latche, deux jours de paix (existe-t-elle ?) et de silence (intérieur) avec en contrepoint la pluie qui cogne aux vitres et les soupirs à fendre l'âme du chien Titus, visiblement scandalisé par mon humeur sédentaire. Mes voisins qui n'ont pas rentré leur maïs se plaignent du mauvais temps où se noie la lande depuis la Toussaint. Mais il en faudrait davantage pour que restent chez eux les chasseurs de bécasse. Je les vois qui traversent la clairière et prennent le chemin de l'Usage avant de s'égailler en sous-bois. La colline derrière la maison a grande réputation pour cette chasse singulière. Ce matin, c'était déjà la pétarade. Dieu soit loué ! la bécasse ne s'émeut pas si aisément. Grise et dorée, elle ressemble aux feuilles mortes. Malin sera le chien qui la débusquera. Alors elle partira à ras du sol et filera par une série d'angles aigus qui se joueront du point de mire. Au hasard de mes promenades, j'en lève quelquefois, de ces jolis oiseaux au bec flexible, si fin, si long qu'il peut saisir larves et vers à trois ou quatre centimètres au travers de l'humus, aux grands yeux sombres haut perchés et les oreilles juste au-dessous, ce qui n'est pas donné à tout le monde. Dans ce combat rituel que se livrent l'homme et sa proie, mon siège est fait, mon camp choisi. Je ne suis pas chasseur, on l'a compris. L'écologie, mon cher Hernu, est-elle à droite ?

Maintenant le soir tombe. Je lis et j'annote l'épreuve que m'a envoyée Gaston Defferre du livre qu'il prépare et qu'éditera bientôt Robert Laffont. Il s'agit d'un dialogue. Pierre Desgraupes interroge Gaston Defferre. Ils ont discuté pendant huit semaines, enregistré, corrigé. Cela produit un texte rapide, direct et qui trouve son style en exprimant scrupuleusement le ton et la nature de ses auteurs. J'en retire, à mesure que j'avance, un vrai plaisir et un vif intérêt. Bien entendu, on y parle du socialisme, on analyse ses grands thèmes et l'on suppute ses chances. Le socialisme, c'est pour quand ? « Avancez un chiffre, demande Pierre Desgraupes, ce sera 10 ans, 15 ans ou 100 ans ? ». « A mon avis, répond Gaston Defferre, il faudra entre 15 et 20 ans, je dirai plutôt 25 ans pour arriver à une société véritablement socialiste ». Question piège, il me semble. Le socialisme n'est pas un objectif, mais une démarche.

DIMANCHE 7 NOVEMBRE

En décembre de l'an dernier, j'ai relaté dans ces colonnes quelques impressions du voyage que je venais de faire aux Etats-Unis d'Amérique. J'y consignais les opinions recueillies à Washington et à New York sur les chances des candidats à l'élection présidentielle. Elles émanaient de milieux considérés comme informés : le secrétaire d'Etat, d'influents parlementaires, les caciques du Council of Foreign Affairs, les principaux journalistes du « Washington Post », du « New York Times », de « Newsweek », des présidents et professeurs d'universités, des diplomates, deux directeurs d'instituts de sondages. Quatorze personnalités engagées dans la course m'ont été signalées comme recouvrant le champ total des hypothèses. J'ai donc énuméré Ford, Reagan, Conolly, MacCarthy, Humphrey, Jackson, Kennedy, Sargent-Schriver, Udall, Church, Wallace, Muskie et j'avais inscrit sur mes tablettes, outsiders possibles, Brown chez les démocrates et Richardson chez les républicains. Il ne manquait vraiment personne. Si. Jimmy Carter. Pas une fois son nom n'a été prononcé.

Je n'accablerai pas mes informateurs. Ils raisonnaient comme raisonnent les importants. Ni l'ordinateur ni les machines électorales n'ont encore emprisonné le rêve. Or, le peuple américain rêvait. A quoi ? A autre chose qu'aux importants. A autre chose, tout simplement.

LUNDI 8 NOVEMBRE

Renée Boudouresque, vingt-neuf ans, licenciée ès lettres et professeur auxiliaire de l'enseignement secondaire, c'est-à-dire hors statut, livrée au bon plaisir de l'administration, recrutée ici pour quatre jours (à Nice), là pour deux semaines (à Cagnes), ailleurs pour trois mois, quatre, six mois, renvoyée, récupérée, abandonnée, prise et jetée, tour à tour plongeuse, femme de ménage, serveuse, garde d'enfants, fille de salle dans un hôpital et toujours seule, et toujours pauvre, jouet, ludion, marionnette, objet, pauvre petit ballon que trop de coups de pied ont expédié dans tous les coins, a fini par se tuer, à Nice, jeudi après-midi. Ses parents étaient indigents. Remplaçante d'occasion, elle ne comptait pas assez d'heures de travail dans l'année pour avoir droit à une allocation de chômage. Elle a laissé une lettre : « Je ne peux plus supporter l'angoisse qui me tenaille depuis des semaines. L'enseignement était ma principale raison de vivre ». Mort de quelqu'un. La presse a rapporté ce fait divers. Qu'ajouter ? Je me tairais si je n'avais entendu, sur France-Inter, un collaborateur de M. Haby, M. Denieul, affirmer en guise d'oraison funèbre que rien de tout cela ne serait arrivé si Renée Boudouresque avait obtenu de meilleures notes pédagogiques, délicatesse sur laquelle le ministre de l'Education nationale devait, le lendemain, renchérir : « Elle ne réussissait pas très bien, a-t-il dit, contrairement à sa sœur, également maîtresse auxiliaire, qui a eu le renouvellement de ses fonctions. » Ah ! la misérable parade ministérielle. La sœur contre la sœur ! Puisque Sylvie, qui avait de bonnes notes, n'a pas jugé bon de se tuer, il fallait bien que Renée en eût de mauvaises pour mourir.

Trois questions viennent à l'esprit. La première : si Renée Boudouresque ne possédait pas les qualités requises, pourquoi l'avoir bernée pendant cinq ans ? La deuxième : qui a pu juger la valeur professionnelle de cette jeune fille errante, inquiète, douloureuse ? La troisième enfin : la carrière cahotique de Renée Boudouresque constitue-t-elle un cas d'espèce ? Arrêtons-nous sur ce dernier point et écoutons d'abord Sylvie : « Nous avons vécu toutes les deux la même situation désespérée de bouche-trous. Le système de l'auxiliariat est une monstruosité ». Ces bouche-trous, ce sont les auxiliaires. En dépit des efforts des syndicats et du plan de titularisation adopté par le gouvernement en 1975, ils seront encore près de dix mille cette année dans le seul enseignement secondaire qui ne boucheront rien du tout parce qu'ils ne relèvent plus de l'éducation nationale mais du chômage. Les auxiliaires auraient-ils tous de mauvaises notes ? Des milliers de maîtres auxiliaires sans postes et des centaines de classes sans professeurs, telle est la logique d'une société qui a besoin, pour se survivre, de sa réserve de parias.

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325